



**Souriez,**  
on vous appelle

Cahier Actuel, page B1

**La valeur**  
du Huard

Cahier Arts+Spectacles, page C1



Patrick Huard

# DEUX SOLDATS CANADIENS TUÉS EN AFGHANISTAN

Leur jeep a roulé sur une mine alors qu'ils effectuaient une patrouille dans Kaboul

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Deux soldats canadiens participant à la force internationale de maintien de la paix en Afghanistan ont perdu la vie hier après que leur véhicule militaire eut roulé sur une mine antipersonnel au moment où ils patrouillaient la région du sud-ouest de Kaboul.

Trois autres soldats canadiens ont subi des blessures dans cette forte explosion qui a laissé un immense cratère sur la route sablonneuse, mais leur vie n'est pas en danger. La route en question avait été déclarée sûre 24 heures plus tôt au terme d'une inspection menée par des ingénieurs des forces armées canadiennes munis d'équipements spécialisés.

Il s'agit des premières victimes au sein du contingent canadien depuis que le gouvernement Chrétien a envoyé 1800 soldats dans cette région pour participer à la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF), qui compte en tout 5500 soldats.

Les soldats qui ont perdu la vie sont le sergent Robert Alan Short, 42 ans, père de deux enfants et natif de Fredericton, et le caporal Robbie Christopher Beerenfenger, 29 ans, père de quatre enfants et natif d'Ottawa. Ils faisaient partie du 3<sup>e</sup> bataillon du Régiment royal canadien de Petawawa.

Les soldats blessés sont le caporal chef Jason Cory Hamilton, le caporal Cameron Lee Laidlaw et le caporal Thomas Stirling, qui font partie du même régiment.

Les forces armées canadiennes ont lancé une enquête afin de déterminer les circonstances entourant cette tragédie. Les soldats, qui circulaient à bord d'un véhicule léger Ilitis de type jeep, n'auraient eu aucune chance de survivre, étant donné la force de la détonation, même s'ils avaient été à bord d'un véhicule blindé, a indiqué hier de Kaboul le major général Andrew Leslie, commandant adjoint de l'ISAF.



Photo MARTIN TREMBLAY, La Presse

Selon le major Roland Lavoie, qui donnait un point de presse hier soir à l'entrée du camp militaire canadien, l'explosion est survenue alors que des soldats effectuaient une patrouille à moins de cinq kilomètres du camp Julien, à Kaboul. « Deux jeeps se suivaient de très près, a-t-il expliqué. La première a sauté sur une mine. Pourtant, le terrain avait été soigneusement déminé. »

## Jour de deuil au camp Julien



MICHELÈ OUMJET  
envoyée spéciale  
À KABOUL

Hier soir, le camp Julien était plongé dans la noirceur. Les soldats canadiens pleuraient leurs morts à l'abri du regard des journalistes.

Immense, le camp Julien se déploie entre deux palais en ruine

dans l'un des quartiers les plus dévastés de Kaboul. Dans le camp, il n'y a pas un pouce de verdure, que des roches et de la poussière balayée par le vent. Véritable forteresse, il faut montrer patte blanche pour y avoir accès.

Hier soir, en dépit de la mort de deux soldats canadiens, le camp suivait scrupuleusement ses procédures habituelles : les jeeps et les blindés entraient et sortaient dans un incessant va-et-vient et les militaires patrouillaient les rues obscures de Kaboul.

C'est là, dans ce camp, que vivent les 1900 soldats canadiens qui

forment le gros du contingent de la force de maintien de la paix (ISAF). En Afghanistan depuis la mi-août, ils parcourent les rues de la ville tout en sachant que leur mission est dangereuse.

Les soldats sont des cibles faciles et l'ennemi est invisible et hautement imprévisible. Des membres d'Al-Qaeda et des talibans vivent à Kaboul. Ils pourraient abattre des soldats de l'ISAF, histoire de faire dérailler le gouvernement Karzaï et mettre en péril les efforts de la reconstruction.

Voir DEUIL en A4

Voir SOLDATS en A4

| GP DU CANADA |

# Legault croit avoir la solution

RÉJEAN TREMBLAY

Même si Normand Legault se disait optimiste avant de quitter Montréal tard hier soir, le montage financier extrêmement complexe permettant de sauver le Grand Prix du Canada n'est pas complété. Selon les informations recueillies par *La Presse* depuis deux jours, il manque encore au moins de 5 à 7 millions \$US pour arriver à une entente avec Bernie Ecclestone.

Normand Legault s'est envolé hier pour Londres où il participera aujourd'hui à la commission de la Formule Un de la Fédération internationale de l'automobile (FIA) comme représentant des promoteurs de Grands Prix de F1.

Ecclestone exige 30 millions \$US (tous les chiffres sont en dollars américains, devise de la Formule Un) pour dédommager les 10 écuries de F1 des pertes subies à la suite de l'application de la loi antitabac canadienne et pour compenser les dépenses supplémentaires entraînées par la présentation d'une 18<sup>e</sup> épreuve au calendrier.

Bernie Ecclestone, parce que Normand Legault « fait partie de la famille » et parce que le Grand Prix du Canada est considéré, avec celui

Voir GRAND PRIX en A2

### MON CLIN D'OEIL STÉPHANE LAPORTE

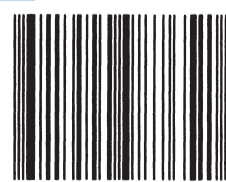
On peut dire que les conditions gagnantes sont réunies pour un référendum sur les défusions.

### AUJOURD'HUI DANS LA PRESSE

Bandes dessinées	E2	Loteries	A2, A8
Bridge	E6	Le monde	A8, A9
Décès	E7	Mots croisés	E2, S12
Êtes-vous observateur		Mot mystère	E2
Feuilleton	E3	Petites annonces	
Forum	A8, A9	- immobilier	E3, E4
Horaires spectacles	C6	- marchandises	E4
Horaires télévision	B4	- emplois	E4
Horoscope	E5	- automobile	E4-E6
		- affaires	D2

### MÉTÉO Voir page S16

Passages nuageux  
Maximum 12, minimum 6



6 21924 98765 1

## L'atmosphère de crise s'alourdit à la Justice

Incapable de supporter le « style » du ministre Bellemare, le sous-ministre quitte pour Ottawa

YVES BOISVERT

LA CRISE au ministère de la Justice a pris un peu plus d'ampleur, hier, quand les troupes ont appris que le sous-ministre de la Justice, le très respecté Michel Bouchard, part pour Ottawa.

Des sources fiables nous informent que le sous-ministre Bouchard était incapable de supporter le style de gestion du nouveau ministre de la Justice. « Il a perdu 25 livres depuis que Bellemare est arrivé; il n'a jamais vu un ministre se comporter de cette façon, et pourtant, il a travaillé sous les libéraux et les péquistes, sous huit ministres ! » dit une source.

Marc Bellemare est décrit comme quelqu'un qui met son nez partout,

intervenant dans les moindres dossiers. L'entourage du nouveau ministre, tout en reconnaissant les mérites de M. Bouchard, met sur le compte de la résistance au changement les émois qui se manifestent au ministère depuis son arrivée, au printemps.

« Quand on vous dit que ça prend trois, quatre mois pour écrire un projet de loi sur le *no-fault* et que le ministre est capable de l'écrire sur la table, il y a un problème », fait-on valoir. Il faut dire qu'on passe à la « réingénierie » la Justice comme les autres ministères.

Voir CRISE en A2

## Balayage libéral en Ontario

VINCENT MARISSAL

OTTAWA — Les promesses de nouvelles baisses d'impôt, les cadeaux fiscaux aux personnes âgées et les prises de position visant à charmer la base conservatrice n'auront rien changé. Les Ontariens ont tourné hier soir le dos à la Révolution du bon sens en élisant en bloc les libéraux de Dalton McGuinty. Après huit ans de gouvernements conservateurs, dirigés par Mike Harris, puis par Ernie Eves, les électeurs ontariens ont choisi sans équivoque le retour des investissements dans les services publics plutôt que de nouvelles baisses d'impôt.

Avec 71 sièges sur 103, contre 25 pour les conservateurs et 7 pour le NPD, Dalton McGuinty, un avocat bilingue de 48 ans originaire de la région d'Ottawa, est devenu hier soir le premier premier ministre libéral ontarien depuis David Peterson en 1985. Le message est on ne peut plus clair : les libéraux ont doublé leur nombre de sièges et

augmenté de 6 % leur pourcentage de vote. Ils ont raflé environ 46 % du vote, contre 34 % pour les conservateurs et 15 % pour le NPD. En 1999, lors des dernières élections, les libéraux (menés aussi par M. McGuinty) avaient récolté 40 % des voix, mais n'avaient fait élire que 35 députés contre 56 pour les conservateurs de Mike Harris.

« Les Ontariens ont fait davantage que changer de gouvernement, ils ont rejeté un message négatif et choisi un message positif, a lancé Dalton McGuinty à quelques centaines de militants réunis au Château Laurier d'Ottawa. Ils ont rejeté la politique de la division et ont choisi de travailler ensemble. Ils ont rejeté la peur et choisi l'espoir. »

Pour les conservateurs, la débâcle est sévère. Ils ont perdu 31 circonscriptions dans la bataille et plusieurs ministres sont tombés au combat.

Voir BALAYAGE en A2

.com un nouvel air d'aller

aircanada.com Les plus bas tarifs, tous les jours, sur le plus de vols pour le plus d'endroits au pays.

Obtenez un mille Aéroplan<sup>MD</sup> additionnel pour chaque tranche de trois dollars dépensés sur aircanada.com pour tous vos voyages au Canada.

aircanada.com  
.com c'est pas cher



## DEMAIN DANS LA PRESSE



## Le retour de Tarantino

Uma Thurman se dit privilégiée d'avoir pu côtoyer un esprit créatif aussi foisonnant pendant toute la durée d'un tournage. Lucy Liu affirme n'avoir jamais vu quelqu'un d'aussi enthousiaste. Daryl Hannah le compare à un petit frère hyperactif qu'on a parfois envie d'assommer pour avoir droit à un peu de tranquillité... Elles parlent toutes trois du réalisateur Quentin Tarantino qui avoue avoir carrément tenté de faire le meilleur film d'action au monde : *Kill Bill*.

À lire demain dans le cahier *Cinéma*

## AUJOURD'HUI SUR CYBERPRESSE



> Venez clavarder avec le comédien Sébastien Delorme à 12 h 30  
[cyberpresse.ca/clavardage](http://cyberpresse.ca/clavardage)

> Suivez les séries éliminatoires de baseball dès 16 h  
[cyberpresse.ca/baseball](http://cyberpresse.ca/baseball)

> Pour toutes les dernières nouvelles en politique  
[cyberpresse.ca/actualites](http://cyberpresse.ca/actualites)

## POUR NOUS JOINDRE

La Presse / cyberpresse.ca,  
7, rue Saint-Jacques, Montréal (OC) H2Y 1K9

TÉLÉPHONE

## RÉDACTION

redaction@lapresse.ca (514) 285-7070

## ABONNEMENT

(514) 285-6911  
abonnement@lapresse.ca 1-800-361-7453

## PETITES ANNONCES

petitesannonces@lapresse.ca 1-866-987-8363

## DÉCÈS ET REMERCIEMENTS

deces@lapresse.ca (514) 285-6816

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. Envois de publication canadienne Contrat de vente numéro 0531650. Port de retour garanti. (USP5003692) Champlain N.Y. 12919-1518

## LOTÉRIES

## LA QUOTIDIENNE

> À trois chiffres : 1-0-4

> À quatre chiffres : 3-8-0-1

## SUITES DE LA UNE

## GRAND PRIX

Suite de la page A1

de Monaco, comme le meilleur au monde et que de nombreux commanditaires et constructeurs font des pressions pour venir à Montréal, est prêt absorber 5 millions \$ US de la compensation. Il reste donc 25 millions.

Normand Legault, qui se bat avec une hargne qui ne se dément pas même s'il travaille dans le secret absolu, doit négocier sur tous les fronts. Avec les gouvernements fédéral et provincial, avec les grandes compagnies impliquées dans la F1 comme Shell et des constructeurs comme Toyota, BMW ou Ford, avec ses commanditaires principaux, avec Bernie Ecclestone et en plus avec tous les dirigeants des 10 équipes de F1. Quand il noue quelques ficelles, d'autres se détachent. Les millions flottent au gré des négociations et il lui est extrêmement difficile d'attacher tous les éléments ensemble et en même temps.

Chose certaine, c'est lui qui devra assumer la plus grosse partie des millions nécessaires. Quand on fait le calcul des millions disponibles, la part de Legault sera d'au moins 7 millions \$US et pourrait atteindre 12 millions.

Il lui est impossible de fournir cette somme en un seul versement et il doit donc négocier avec Ecclestone un échéancier qui lui permet-

trait d'étaler les paiements sur quelques années. Pour ce faire, il lui faut la garantie que le Grand Prix du Canada sera à Montréal pour un nombre d'années égal aux versements, soit de trois à cinq ans.

Selon les informations recueillies, voici les grandes lignes du montage.

> Gerry Frappier, le président de RDS, a rencontré Bernie Ecclestone la semaine dernière à Londres. Si le Grand Prix du Canada n'est pas au calendrier, Frappier versera environ 2 millions de moins à SLEC, la compagnie qui commercialise les droits de la F1. Donc, voici 2 millions...

> En jumelant le Grand Prix du Canada avec le Grand Prix des États-Unis à Indianapolis, on estime que Bernie Ecclestone épargne environ 3 millions en transports en présentant deux courses dans un seul voyage, tout en encaissant les profits de deux courses. Trois millions supplémentaires.

> Legault s'est également tourné vers ceux qui font des profits énormes avec la présentation du Grand Prix du Canada. Partout en Europe, un billet pour un week-end dans le Paddock Club coûte 3000 \$US par personne. Au Canada, comme en Asie et au Brésil, c'est 4500 \$US. Par personne. Une fois amortis tous les frais et toutes les dépenses, le

propriétaire du Paddock Club, Paddy McNally, réalise un profit variant entre 3 et 5 millions. Legault, pour un an, en 2004, lui demanderait de réinvestir quelques-uns de ces millions. Peut-être 2 millions.

> Un porte-parole du premier ministre Jean Charest a confirmé hier soir à New York que le premier ministre travaillait très fort pour sauver le Grand Prix de Montréal. Information confirmée par deux sources. Il n'y a pas de demande officielle de la part de M. Legault, mais le bureau de M. Charest a confirmé qu'il y avait des contacts directs pour faire progresser le dossier : « On veut sauver le Grand Prix, c'est important », a déclaré le porte-parole de M. Charest. En fait, le scénario qui semble mis de l'avant ressemble un peu à celui proposé par le premier ministre Lucien Bouchard dans le dossier des Expos. M. Bouchard a fait voter une somme de 8 millions \$CAN qui auraient transité par le ministère du Tourisme. On parle donc de 5 millions \$US.

> Le ministre Martin Cauchon a fait dire à Bernie Ecclestone vendredi dernier que le gouvernement fédéral avait de l'argent pour compenser les écuries. Malheureusement, il semble bien qu'il se soit agi d'une promesse mal étayée. Aux dernières nouvelles hier en

soirée, le fédéral n'avait toujours pas trouvé un cent pour favoriser le sauvetage du Grand Prix. À moins que le gouvernement Charest ne demande au fédéral d'absorber une partie des 5 millions \$US qui semblent être destinés aux écuries. Du fédéral donc, zéro pour l'instant.

Il manque donc au moins 6 millions \$US si on admet que tous ceux qui ont été pressentis par Legault acceptent de contribuer au sauvetage du Grand Prix pour 2004.

C'est aujourd'hui à Londres que Legault va tenter de trouver les millions manquants. Dimanche dernier à Indianapolis, les propriétaires et dirigeants d'écuries exigeaient toujours 2 millions en compensation des pertes et dépenses entraînées par la présentation d'une 18<sup>e</sup> course au Canada ou pour l'absence de la publicité sur le tabac. Aujourd'hui, Legault va tenter de les convaincre d'accepter 1,5 million au lieu de 2 millions. Ce qui lui donne 5 millions \$US de plus.

Rien n'est joué. Même si Legault réussit à convaincre Frank Williams, Ron Dennis et Jean Todt et compagnie, il lui faudra dans la même foulée conclure toutes les ententes avec toutes les parties impliquées. Et après, il devra s'attaquer au défi majeur de trouver un

commanditaire principal pour prendre la relève d'Air Canada. Et il aura trois mois de retard dans l'organisation et le marketing du prochain Grand Prix.

S'il sauve le Grand Prix pour 2004, il l'aura sauvé pour plusieurs années puisque Bernie Ecclestone n'exige ces 30 millions que pour 2004. Par la suite, le Canada retrouvera sa place parmi les courses de la saison et un autre Grand Prix écoperait. Probablement Imola ou Magny-Cours.

Legault se retrouvera avec une somme de 7 à 12 millions \$US à payer sur quelques années. Une partie de ces millions sera sans doute refilée aux amateurs de Formule Un qui devront s'attendre à une augmentation du prix des billets. Mais selon un calcul de *La Presse*, on parlerait d'une augmentation inférieure à 10 %.

Les amateurs de Formule Un devront payer un peu plus cher, mais comme, selon le gouvernement, ils auront beaucoup économisé sur les soins de santé à cause de la loi antitabac, ils devraient être heureux malgré tout.

Voilà donc la situation ce matin au moment où Normand Legault entrait dans la salle de réunion de la commission de la Formule Un à Londres.

Il était optimiste, mais rien n'était réglé.

## CRISE

Suite de la page A1

Un des premiers gestes du ministre en arrivant en poste a été de « tasser » le chef de cabinet du sous-ministre Bouchard, Pierre Legendre, un fonctionnaire de carrière qui travaille depuis 10 ans avec le sous-ministre. M. Legendre a le mauvais goût d'être le frère du député du Parti québécois Richard Legendre. Il a pourtant travaillé dans les mêmes fonctions pour le sous-ministre Jacques Chamberland, sous le règne libéral de Robert Bourassa.

« Le départ de M. Bouchard est une perte très sérieuse pour l'État

québécois, dit une source. M. Bouchard était apolitique et connaissait le Ministère à fond ; il avait une longue expérience et était respecté de tous pour son jugement ; et le voici à Ottawa. »

Au 1200, route de l'Église, siège du ministère de la Justice et du procureur général, une certaine consternation régnait hier. On craignait une forme de politisation de ce ministère très sensible.

La rumeur courait dans des cercles très restreints depuis une semaine que M. Bouchard allait partir pour le ministère fédéral de la

Justice. À 17 h hier, le cabinet du premier ministre annonçait la nomination de Louis Dionne, ex-procureur de la Couronne qui a été directeur de la lutte contre le crime organisé à la Sûreté du Québec de 1998 à 2001 avant d'être nommé sous-ministre associé à la Sécurité publique.

Par ailleurs, le sous-ministre associé Mario Bilodeau, désavoué par le ministre Marc Bellemare, n'a pas démissionné. On tente de le convaincre de partir. Ce sera vraisemblablement le premier mandat de M. Dionne d'obtenir la tête de M.

Bilodeau, proche de l'ancien ministre péquiste Paul Bégin, ce à quoi s'emploie le ministre Bellemare depuis le mois de mai — donc bien avant l'imbroglio du mois d'août au sujet du « mégaprocès ».

Au fil des ans, plusieurs procureurs ont eu un accrochage avec M. Bilodeau sur la façon de gérer certains dossiers. Hier encore, le *National Post* rapportait que le procureur Yves Berthiaume, de Montréal, avait abandonné en juin un dossier de corruption judiciaire de deux commissaires à l'immigration d'Ottawa, à la suite d'un différend avec

M. Bilodeau. M. Bilodeau a refusé de suivre son avis sur la procédure à suivre. M<sup>re</sup> Berthiaume privilégie une accusation de « corruption judiciaire », qui suppose une signature du ministre de la Justice fédéral et la tenue d'un procès devant jury ; M. Bilodeau préfère une accusation d'« entrave à la justice », plus souple, mais comportant une peine maximale de 10 ans au lieu de 14. Le ministre Bellemare s'en est mêlé et a donné instruction de suivre l'avis de M<sup>re</sup> Berthiaume le 8 septembre, fait-on savoir ; cet avis est à ce jour resté lettre morte.

## BALAYAGE

Suite de la page A1

pour leurs priorités ». Pour les conservateurs, la débâcle est sévère. Ils ont perdu 31 circonscriptions dans la bataille et plusieurs ministres sont tombés au combat. Il s'agit pour eux de la pire défaite depuis 1990.

Ernie Eves avait pratiquement concédé la victoire au cours des derniers jours, lançant mercredi un ultime appel à ses supporters pour que ceux-ci aillent voter. Il a d'ailleurs terminé la campagne comme il l'avait commencée : en insultant le chef libéral et en s'excusant le lendemain.

Empêtrés dans les nombreux scandales qui ont jalonné la Révolution du bon sens depuis 1995, de Walkerton au SRAS en passant par la pénurie d'infirmières et par l'explosion des primes d'assurance automobile, les conservateurs ont choisi de mener une campagne négative, prenant constamment Dalton McGuinty pour cible.

Le chef conservateur, qui avait remplacé Mike Harris en 2002, a affirmé durant la campagne électorale qu'il resterait en poste advenant la défaite, mais la pression sera forte pour qu'il s'en aille. De nombreuses grosses pointures conservatrices reprochent à Ernie Eves d'être trop « red torie », pas assez à droite, et pourraient tenter de le remplacer rapidement.

Au bord des larmes quand il a remercié sa femme, M. Eves, a affirmé qu'il continuerait à se battre pour les personnes âgées et les Ontariens qui veulent payer moins d'impôt.

« Vous pouvez garder la tête haute, a-t-il dit à ses supporters réunis dans sa circonscription. Les

Ontariens ont décidé que le temps est venu de changer de gouvernement. Nous acceptons et respectons cette décision. »

Si la défaite est dure pour les conservateurs, elle est encore pire pour le NPD, qui perd encore des plumes, passant de 9 à 7 sièges seulement. Le NPD aura néanmoins livré une belle lutte, faisant de la création d'un régime public d'assurance automobile (comme la SAAQ) son principal cheval de bataille. Le chef du NPD, Howard Hampton, politicien apprécié et expérimenté, aura certainement eu un beau succès d'estime, mais il faut plus pour prendre le pouvoir.

Même l'aide du nouveau chef du NPD fédéral, Jack Layton, une figure populaire en Ontario, n'aura pas permis à M. Hampton de remonter la pente. Visiblement, les Ontariens n'ont pas oublié la très mauvaise performance du gouvernement néo-démocrate de Bob Rae de 1990 à 1995.

« Nous ne sommes pas assez, c'est vrai, mais nous serons là, à l'Assemblée législative, et nous continuerons de mener la charge contre le gouvernement », a dit M. Hampton.

Longtemps dépeint comme un chef faible, comme un perdant, autant par ses adversaires que par les électeurs, M. McGuinty a accompli hier un exploit dans cette province aux profondes racines conservatrices. Toute la campagne publicitaire des conservateurs tournait d'ailleurs autour d'un seul thème : Dalton McGuinty n'est pas fait pour la job de premier ministre.

La victoire libérale d'hier est la première depuis celle de David Pe-

terson en 1985 et la troisième seulement au cours des 60 dernières années.

Dans une salle à peu près vide du quartier général des libéraux, hier soir à Ottawa, l'annonce de la victoire est passée pratiquement inaperçue. Il a fallu attendre encore une heure avant que les militants libéraux ne s'animent un peu, et encore, le moins que l'on puisse dire, c'est que les libéraux ontariens ont le triomphe modeste.

Les libéraux fédéraux, dont les ministres John Manley et Allan Rock, n'ont pas attendu, eux, pour célébrer. Il y avait d'ailleurs hier soir parmi les libéraux provinciaux de nombreux « cousins » fédéraux, dont plusieurs attachés de presse et attachés politiques de ministres du gouvernement Chrétien.

Le nouveau premier ministre est proche de John Manley, avec qui il partage la circonscription d'Ottawa-Sud (l'Ontario a calqué sa carte électorale sur celle du fédéral. C'est pourquoi il n'y a plus que 103 circonscriptions dans la province). Mais il est aussi près de Paul Martin, sinon géographiquement, du moins idéologiquement, ce qui laisse présager un rapprochement entre Ottawa et Queen's Park.

M. McGuinty a aussi indiqué durant la campagne qu'il rejoindra volontiers le Conseil de la fédération mis sur pied en juillet dernier à l'initiative du premier ministre Jean Charest.

Signe de rapprochement tangible ou simple coïncidence, c'est d'ailleurs la première fois depuis 1943 que trois libéraux sont en poste en même temps à Québec, Queen's Park et Ottawa.

Chopard



HAPPY & SPORT

Célébrons 25 ans  
d'excellence

CHÂTEAU D'IVOIRE

2020, rue de la Montagne • (514) 845-4651

[www.chateaudivoire.com](http://www.chateaudivoire.com)

## ACTUALITÉS

## Sexe, mensonges et consoles vidéo

La Régie du cinéma classerait volontiers les jeux vidéo

LOUISE LEDUC

Devant la violence sans nom contenue dans des jeux vidéo de plus en plus explicites, la Régie du cinéma se dit prête à procéder à leur classement par âge si le gouvernement du Québec juge bon de lui confier ce mandat.

Si la Régie insiste sur le fait que la décision revient au gouvernement Charest, son président, Jean Lebel, n'en confirme pas moins la constitution d'un dossier bien documenté sur le sujet. « Trois ou quatre personnes se penchent plus qu'à mi-temps depuis six mois là-dessus et il nous reste encore quelques mois de travail avant de présenter le tout au gouvernement. »

Des sondages ont été commandés et des consultations ont été menées auprès d'éducateurs, de psychologues, d'experts et de parents.

Pour l'heure, sur la majorité des boîtes de jeux vidéo, on peut voir une cote (T pour « Teen », A pour « Adultes seulement » par exemple). Cette catégorisation — et son affichage tout à fait volontaire sur la boîte — est proposée par Entertainment Software Rating Board (ESRB), une firme new-yorkaise.

Selon Jean Lebel, c'est loin d'être l'idéal. « En cinéma, on constate bien à quel point les différences culturelles jouent en matière de classification, poursuit M. Lebel. Au Québec, par exemple, on est plus tolérant que les Canadiens anglais par rapport à l'érotisme et les scènes sexuelles. Par contre, on se montre en général plus préoccupé que les autres Canadiens par les scènes de violence. »

Rien de tel qu'un système de classement, en effet, pour refléter les valeurs d'une société, relevait en juin le *Los Angeles Times*. Dans les versions australiennes des jeux vidéo américains, le sang rouge vif vire au vert. Les violentes scènes sexuelles des jeux vidéo japonais disparaissent dans les versions américaines. En Allemagne, même lorsqu'elle est attaquée sauvagement par un tigre, Lara Croft ne saigne jamais. Ce dernier pays, très vigilant quant à la violence des jeux vidéo, a d'ailleurs institué un « index » et les jeux mis à l'index ne peuvent être vendus qu'à des adultes. Parmi ces jeux, il y a KZ Manager, simulation d'un camp de concentration avec des détenus turcs, et le plus grand succès américain, « Grand Theft Auto : Vice City » dans lequel un mafioso dicte aux joueurs des missions toutes plus sanguinaires les unes que les autres.

Qu'est-ce qu'un film ?

La Régie du cinéma qui, comme son nom l'indique, peut classer des films, aurait-elle quelque prise légale pour catégoriser les vidéos ? « La notion de film dans la loi sur le cinéma est très vaste, relève France Dionne, conseillère juridique à la Régie. Un film est une oeuvre produite à l'aide d'un moyen technique ayant un effet cinématographique. La Colombie-Britannique a décidé il y a quelques années que le jeu « Soldier de Fortune » était un film, un film très violent. »

Au gré des changements de gouvernement, un projet de loi basé sur ce précédent et visant la classification des jeux vidéo a été abandonné dans cette province. Au Québec, précise M<sup>me</sup> Dionne, « on pourrait probablement prétendre, sur la base de notre loi sur le cinéma, qu'un film est un jeu. Cependant, on s'est toujours dit qu'on ne classera les jeux que lorsqu'il y aura une volonté politique à cet effet ».

Le président de la Régie, Jean Lebel, ne cache rien en tout cas de son inquiétude face aux macabres scénarios proposés par les jeux vidéo. « Certains jeux donnent des points pour voler les gens, pour en tirer, pour assassiner des prostituées de la plus pernicieuse façon.

On y raconte une histoire, comme dans un film, sauf que c'est interactif. »

Un film dont vous êtes le héros, finalement... à l'insu des parents. « Les parents se penchent souvent sur le contenu des films, mais ils ne vérifient jamais celui des jeux vidéo avant de les acheter », fait observer pour sa part Louiselle Roy, directrice générale du programme Réseau Éducation films, un organisme canadien à but non lucratif.

Bien qu'elle ne se prononce pas sur la pertinence de confier à la Régie du cinéma le mandat de classer des jeux vidéo, M<sup>me</sup> Roy croit qu'il faut se pencher sur la question. « Lors d'un colloque en juin, qui réunissait une quarantaine d'associations de Parents-Secours, on a beaucoup parlé de cette violence contenue dans les jeux vidéo. »

Au ministère de la Culture, auquel la Régie du cinéma présentera son dossier, l'attachée de presse Isabelle Melançon soutient que les concepteurs de jeux vidéo se plient déjà à une classification (celle de l'ERSB affichée sur les boîtes sur une base volontaire) et que dans l'immédiat, le gouvernement Charest n'envisage pas de pousser plus loin.



Photo DENIS COURVILLE, archives La Presse ©  
Marc Gilbert au moment de sa nomination en janvier dernier.

RADIO-CANADA

## Nouveau coup de balai à l'Information

LOUISE COUSINEAU

DÉCIDÉMENT, un départ n'attend pas l'autre à l'Information de Radio-Canada. Deux jours après la démission de Claude Saint-Laurent, directeur général de l'information télé, voici que c'est au tour de Marc Gilbert, le directeur des nouvelles, de quitter son poste. Le communiqué de Radio-Canada affirme que « d'un commun accord, les parties ont convenu qu'il ne pouvait plus, dans le contexte actuel, exercer sereinement ses fonctions ». Comme Claude Saint-Laurent, M. Gilbert demeure un employé de Radio-Canada. On ignore encore où il sera réaffecté.

Les successeurs intérimaires sont choisis et déjà en place. Dans le poste de Claude Saint-Laurent, Pierre Jomphe, qui fait carrière à l'Information de Radio-Canada depuis 1968. Il dirige les opérations et est chef des émissions spéciales depuis 1992.

Marc Gilbert sera remplacé par Jacques Auger, en information depuis 1978. Il est directeur de l'information régionale depuis le retour du conflit de travail en 2002.

Ce deuxième départ est un aveu d'échec de la refonte des deux bulletins d'information, *Aujourd'hui* et *Le Téléjournal*, lancés à grand renfort de publicité le 1<sup>er</sup> septembre. Celui de l'heure du souper, animé par Simon Durivage, a déjà subi un remaniement important il y a deux semaines. Toutefois, il reste toujours bon troisième dans les sondages. Et continue de s'attirer les critiques du public.

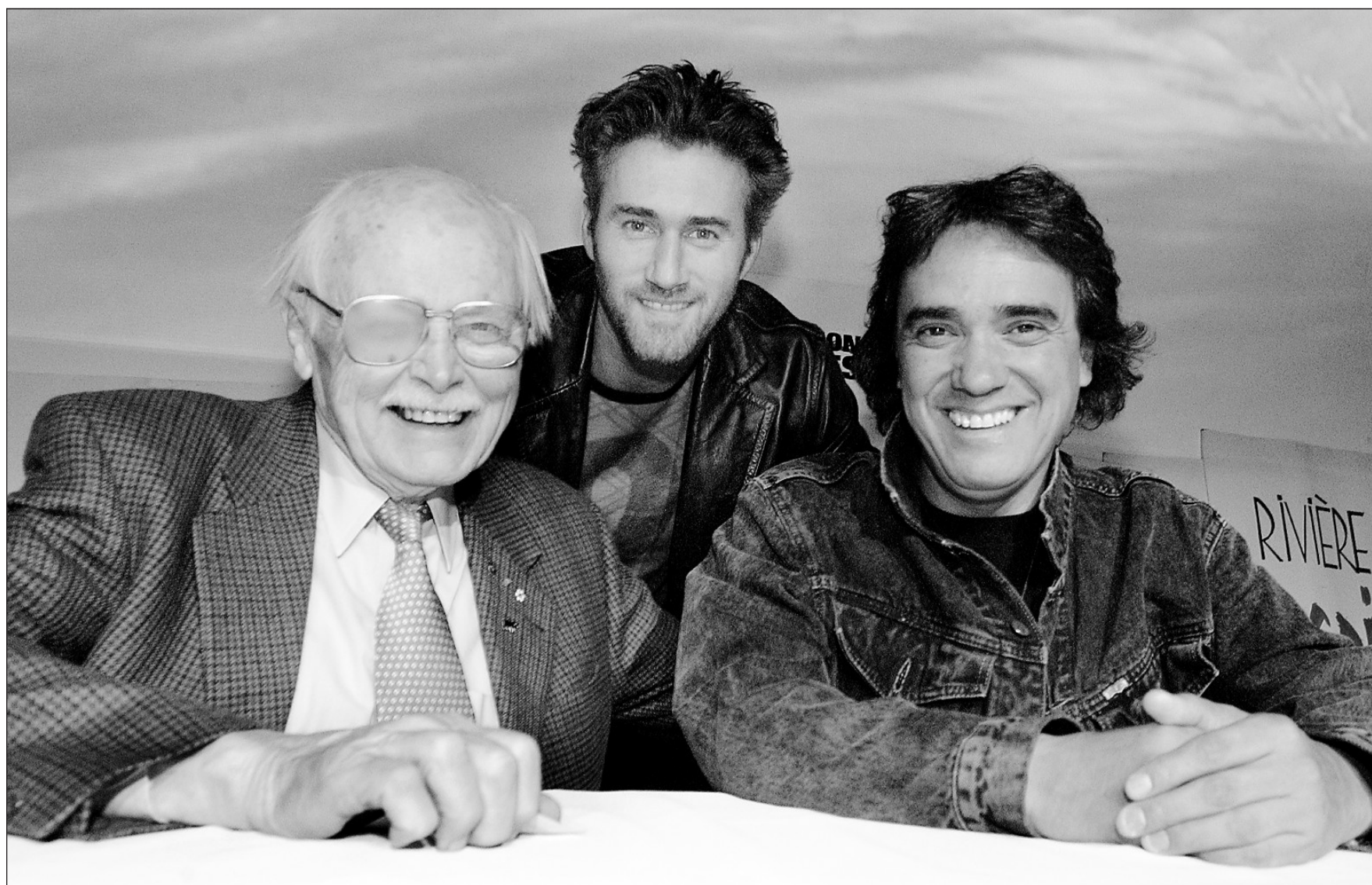
*Le Téléjournal* de 22 h, animé par Gilles Gougeon, qui a accéléré le tempo et cessé d'expliquer le b.a.-ba de l'information aux spectateurs, se porte moins mal, étant deuxième. Mais mercredi soir, il a été battu par *Le Grand Journal* de Jean Lapierre à TQS, un phénomène que Radio-Canada espère passer.

Marc Gilbert a longtemps dirigé les émissions d'affaires publiques, comme *Enjeux* et *Zone libre*. Le printemps dernier, on annonçait qu'il prendrait la place de Jean Pelletier, patron des téléjournalistes, et que M. Pelletier s'en irait aux affaires publiques. Tout le monde a compris que dans ce troc, M. Pelletier subissait une rétrogradation, les bulletins d'information étant jugés plus prestigieux que les émissions d'affaires publiques.

On a confié à M. Gilbert la difficile mission de rénover les bulletins d'information, dont l'auditoire est en perte de vitesse depuis plusieurs années, comme beaucoup d'autres émissions de Radio-Canada, d'ailleurs.

Le vice-président, Daniel Gourd, expliquait alors qu'il fallait un grand virage en information pour ramener le public à Radio-Canada. Il n'a jamais parlé des changements nécessaires dans le reste de la programmation qu'il a dirigée pendant plusieurs années.

Le communiqué de Radio-Canada finit en indiquant que ces deux départs et la nomination des successeurs viennent mettre un terme à la réorganisation temporaire du service de l'information. Ouf! Le reste du personnel peut recommencer à respirer.



Trois des porte-parole de la nouvelle Fondation Rivières : Frédéric Back, Roy Dupuis et Florent Vollant.

Photo RÉMI LEMÉE, La Presse ©

## Des artistes à la défense des rivières

CHARLES CÔTÉ

LA COALITION d'artistes et d'écologistes qui a eu raison l'an dernier du programme des petites centrales privées lance une nouvelle fondation et élargit son champ d'action pour inclure tous les projets hydroélectriques, y compris les grands projets d'Hydro-Québec à la Baie-James.

« On a convenu d'élargir la problématique à l'ensemble des grands projets d'Hydro », affirme l'ingénieur Alain Saladzius. « On veut élargir le débat, confirme Roy Dupuis. Il n'y a pas juste les barrages privés. »

Hier, M<sup>m</sup>. Saladzius et Dupuis ont lancé la Fondation Rivières en compagnie du cinéaste Frédéric Back, du documentariste Michel Gauthier (*Rivières d'argent*) et du chanteur innu Florent Vollant

M. Vollant y est allé d'une sortie contre les projets touchant les communautés autochtones. « Peu importe si les projets sont cautionnés par les autochtones, je suis contre, dit-il. Si on n'a pas de rivière, on

n'a plus d'histoire. On met fin à des gestes millénaires. Je ne suis pas de ceux qui veulent éteindre des peuples pour allumer des lumières. »

La Fondation Rivières veut « faire circuler l'information » et venir en aide à des comités de citoyens qui contestent les projets de barrages et de centrales hydroélectriques. Elle dispose de 80 000 \$ mais veut recueillir deux millions par an, auprès du public et des entreprises.

Dans l'assistance hier, des figures connues et moins connues, comme le comédien Pierre Curzi, les chanteurs Marc Déry et Martin Léon, la comédienne Hélène Loïsel, l'animatrice Suzann Méthot et l'écologiste Mikaël Rioux, sont

venus appuyer la nouvelle fondation.

Un des plus heureux de la création de la Fondation Rivières est Éric Gagnon, de Révérence Rupert, un organisme formé de Cris et de Québécois qui combat le projet de dérivation de la rivière de Rupert. Cette rivière, la plus grande encore sauvage au Québec, prend sa source dans le lac Mistassini et se jette dans la baie James à Waskaganish.

Hydro-Québec veut détourner le cours de la Rupert vers le complexe La Grande. Le projet implique la construction de quatre barrages, 51 digues, une centrale électrique et 12 kilomètres de canaux au coût de deux milliards. Ces ouvrages auront pour effet d'inonder 230 kilomètres carrés et de dériver jusqu'à 90 % du débit

de cette rivière grande comme la Saint-Maurice.

« C'est la première fois qu'une organisation prend la défense de toutes les rivières, dit M. Gagnon. Pour nous, c'est le début de la fin des grands projets hydroélectriques au Québec. »

Par ailleurs, M. Saladzius a réagi à la nouvelle publiée hier dans *Le Devoir*, qui citait un document interne du Conseil du Trésor relançant l'idée de confier la construction de minicentrales au secteur privé. « Le Parti libéral avait promis un débat public sur l'énergie, rappelle Alain Saladzius. Il n'y a pas d'urgence à démarrer aucun de ces projets, qui vont au-delà de nos besoins, surtout si on fait des économies d'énergie correctes. »

Il s'insurge entre autres contre l'idée des partenariats publics-privés prônés par le gouvernement libéral. « Il ne faut pas oublier que les profits vont à 90 % aux promoteurs privés, alors on ne peut pas parler de véritable partenariat. »

« Je ne suis pas de ceux qui veulent éteindre des peuples pour allumer des lumières. »  
— Florent Vollant

# Robert Gillet réclame l'arrêt du processus

## La principale plaignante est revenue sur sa version

RICHARD HÉNAULT  
Le Soleil

**Robert Gillet passe à l'attaque. Dans une requête déposée hier, son avocat, M<sup>e</sup> Jacques Laroche, réclame rien de moins que l'arrêt du processus judiciaire pour les trois chefs d'accusation portés contre l'animateur de radio.**

Le document ne fait pas de quartier pour la seconde plaignante dans le dossier, soit la personne visée par deux des trois chefs d'accusation, dont celui d'agression sexuelle causant des lésions. Non seulement l'adolescente a-t-elle dû modifier sa version livrée à l'enquête préliminaire, mais selon Gillet et son avocat, la seconde version constituée de façon évidente une « fabrication de preuve éhontée ».

De plus, l'adolescente s'est plainte en juillet d'avoir été kidnappée par deux individus, dont l'un ressemblait à Robert Gillet, selon elle. Deux jours plus tard, elle avouait aux

policiers que cette histoire était complètement fautive et inventée.

Dans son histoire fictive, l'adolescente racontait, cet été, qu'un homme ressemblant à Robert Gillet et un autre individu, dont le nom apparaît parmi les autres accusés dans le dossier de la prostitution juvénile, l'avaient forcée à se coucher sur le siège arrière du véhicule et qu'ils l'auraient amenée dans un endroit sombre. Ils lui auraient déclaré qu'ils étaient des amis de Robert Gillet et qu'elle devait arrêter de nuire à ce dernier. Ils l'auraient qualifiée de petite menteuse, précisant que les choses iraient mal pour elle si elle devait témoigner de nouveau dans cette affaire.

Toujours suivant ses prétentions, les deux individus l'auraient ramenée à son arrêt d'autobus et auraient continué à rôder autour de l'endroit où elle travaillait, comme ils l'avaient fait quelques jours auparavant. Malgré l'abondance de détails dont elle émaillait son récit, l'adolescente avouait deux jours plus tard qu'il était complètement faux et inventé.

### Aggression sexuelle

Par ailleurs, les policiers ont pu vérifier que de nombreux détails de l'agression sexuelle décrite à l'enquête préliminaire étaient faux, allègue aussi M<sup>e</sup> Laroche. Ainsi, une vérification auprès d'une amie de la plaignante leur aurait fait découvrir certaines confidences de cette dernière.

Par exemple, elle aurait confié avoir soupé avec Robert Gillet et des Libanais, que l'animateur-vedette avait été très gentil et qu'elle était fière de l'avoir connu. Elle aurait ajouté avoir dit tellement de choses aux policiers qu'elle ne se souvenait plus du tout de ce qu'elle leur avait dit. L'amie a ajouté que « des fois, elle aimait ça mentir pour se vanter ».

La soeur de la plaignante a pour sa part confirmé qu'elle lui avait aussi raconté être allée souper avec Gillet et d'autres hommes. Selon la soeur, il est possible que l'histoire de Robert Gillet ne soit jamais arrivée. Enfin, l'adolescente lui aurait confié qu'elle ne disait pas tout aux policiers et qu'elle non plus ne devait pas tout leur dire.

### Nouvelle version

Pendant trois jours, en juillet, les policiers

ont revu l'adolescente. Il est ressorti de ces entretiens que la description de la rencontre avec Robert Gillet est entièrement fautive et inventée, soutient M<sup>e</sup> Laroche. Cette rencontre, mentionne-t-il entre autres, a eu lieu deux semaines après la date figurant à l'acte d'accusation.

Par contre, a raconté cette fois l'adolescente, elle aurait été conduite dans un hôtel par l'homme qui l'aurait kidnappée plus tard, suivant sa déclaration ultérieure qu'elle a ensuite reniée. Elle ajoute que Gillet l'attendait à cet hôtel.

Détail très important qu'elle précise par la suite : son souvenir est très confus et incertain, car elle avait consommé deux doses de GBH (la fameuse « drogue du viol ») ce soir-là. Sans révéler la teneur du témoignage de l'adolescente à l'enquête préliminaire, il demeure que cette seconde version est diamétralement opposée aux explications qu'elle avait alors données sur le lieu et le déroulement du rendez-vous avec Gillet.

Selon l'avocat de Gillet, la possibilité de condamnation de celui-ci est nulle. C'est pourquoi il réclame l'arrêt du processus. Il serait indécent, opine-t-il, de faire un procès sur la base de parjures et de faussetés.



Photo JONATHAN HAYWARD, Presse Canadienne ©

**Des soldats canadiens cachaient mal leur tristesse hier durant la conférence de presse tenue à la base militaire de Petawawa en Ontario.**

## SOLDATS

Suite de la page A1

L'enquête qui s'est poursuivie toute la nuit permettra de déterminer si l'engin explosif était déjà sur la route avant l'inspection ou s'il y a été enfoui par des membres d'une organisation terroriste après la vérification.

En tout, deux véhicules militaires participaient à la patrouille de cette route au moment de l'incident qui s'est produit vers 13 h 30, heure locale à 3,5 kilomètres du camp Julien, le principal camp canadien dans le sud-ouest de la capitale afghane. Des terroristes ont déjà profité de cette région montagneuse pour lancer des attaques contre les résidents de Kaboul.

Les passagers du premier véhicule ont été tués sur le coup par l'explosion tandis que le conducteur, le caporal Thomas Stirling, a subi des blessures sérieuses.

Sur un ton ferme, le major général Leslie a indiqué que les soldats canadiens, bien qu'ébranlés par cette tragédie, continuent leur mission « avec professionnalisme et détermination ». « Nous allons continuer à protéger les citoyens de Kaboul. C'est une mission qui est utile dans une région dangereuse. S'il n'y avait pas de danger, nous ne serions pas ici. Les talibans et les membres du réseau terroriste Al-Qaeda veulent que nous battions en retraite ou que nous quittions la région. Ce ne sont pas des choix qui s'offrent à nos soldats », a-t-il déclaré.

Le premier ministre Jean Chrétien a offert ses condoléances aux familles des victimes hier et a réitéré que le Canada a la ferme intention de maintenir en Afghanistan ses troupes, qui représentent le plus important contingent parmi les 31 pays qui participent à l'ISAF.

« Le Canada s'est engagé, avec détermination et sans hésitation, avec l'ensemble des nations civilisées dans la lutte internationale contre le terrorisme. Cette triste nouvelle nous rappelle que le prix à payer pour défendre nos valeurs et accomplir notre devoir peut être très élevé », a déclaré M. Chrétien, qui doit visiter les troupes canadiennes dans la capitale afghane à la mi-octobre.

Le ministre de la Défense, John McCallum, a renchéri en affirmant que la mission de maintien de la paix en Afghanistan est essentielle à la sécurité du Canada dans son ensemble et qu'il est hors de question que les troupes canadiennes plient bagage. « La mission en Afghanistan est fondamentale à

la sécurité du Canada. Bien que cela ne soit pas évident à première vue, lorsque nos soldats patrouillent dans les rues de Kaboul, ils assurent la sécurité dans les rues partout au Canada », a déclaré le ministre McCallum au cours d'une déclaration officielle à la Chambre des communes après avoir confirmé la triste nouvelle aux députés.

Pour l'heure, la priorité des forces armées canadiennes est de rapatrier les corps des victimes « dans la dignité » dans les plus brefs délais, de reconforter les familles éplorées et d'honorer les soldats morts en mission de manière solennelle, a précisé le ministre de la Défense.

En conférence de presse, hier, le chef d'état-major de la Défense, le général Ray Henault, a indiqué que des événements déplorable de ce genre peuvent se produire à tout moment au cours des missions de maintien de la paix à l'étranger. « Nous savions dès le départ que cette opération était dangereuse. Nous avons pris toutes les précautions possibles et nécessaires afin de protéger notre personnel et d'assurer le succès de cette mission, une mission que nous allons continuer à faire. Mais peu importe le nombre de précautions que nous prenons, peu importe le nombre d'heures que nous passons à nous entraîner, chaque membre des forces armées canadiennes est conscient que des gens peuvent perdre leur vie dans le cadre de leurs fonctions », a commenté le général Henault.

Le major général Leslie a tenu à souligner que l'Afghanistan est sans doute l'un des pays où sont enfouis le plus grand nombre d'engins explosifs de toutes sortes, les estimations variant de 9 à 11 millions.

Les médias officiels à Kaboul rapportaient par ailleurs hier que cinq personnes avaient été arrêtées dans la capitale pour avoir comploté des attentats « terroristes » après s'être entraînées à l'extérieur du pays.

Le président afghan, Hamid Karzaï, et l'ONU réclament l'élargissement de la mission de l'ISAF hors de Kaboul en raison des récents actes de violence attribuables à la renaissance des talibans, à des éléments criminels et aux seigneurs régionaux.

En avril 2002, quatre soldats canadiens prenant part à une opération américaine dans le sud de l'Afghanistan ont perdu la vie lorsqu'un avion américain avait largué par erreur une bombe sur leur contingent.

## CONFÉRENCE DES ÉLUS

# Une promesse libérale qui a du plomb dans l'aile

MARIO CLOUTIER

QUÉBEC — La création de la Conférence régionale des élus donne des maux de tête au gouvernement libéral. L'un des engagements importants du PLQ envers les régions ne verra vraisemblablement pas le jour avant le printemps prochain.

Au départ, la CRE devait faire l'objet d'un projet de loi cet automne afin d'être fonctionnelle « à l'intérieur d'une période maximale de 12 mois », mentionnait le programme libéral. La ministre déléguée au Développement régional, Nathalie Normandeau, a toutefois indiqué hier ne « pas être en mesure de le confirmer ». « Nous respectons l'échéancier prévu, mais il faut nous laisser le temps de mettre les choses sur pied. Le caucus et le Conseil des ministres en seront saisis avant que le cadre soit dévoilé cet automne », promet-elle.

La ministre précise que la décentralisation envisagée par son gouvernement est quelque chose qui « n'a jamais été fait au Québec » avant d'ajouter « il n'est pas question que l'on précipite quoi que ce soit ».

Composée de maires et de préfets, la CRE sera au centre de la révision des structures de développement économique au Québec. Le programme électoral libéral prévoyait que les députés y siègeraient également, mais ce ne serait plus le cas, selon les informations recueillies par *La Presse*.

« Les députés ont un rôle à jouer dans le travail de déconcentration et de décentralisation au sein du groupe de travail que je co-préside avec Jean-Marc Fournier », se contente d'expliquer à ce sujet M<sup>me</sup> Normandeau.

Autre point d'interrogation : le territoire couvert par une Conférence des élus. La ministre Normandeau souligne que les 17 régions administratives accueilleront une CRE, mais qu'il pourrait y en avoir plus.

## DEUIL

Suite de la page A1

D'ailleurs, en juin, quatre soldats allemands de l'ISAF ont été tués par une auto bourrée d'explosifs.

« Notre mission est très risquée et plus dangereuse qu'en Bosnie, a expliqué la semaine dernière à *La Presse* le commandant en second au camp Julien, Jamie Morse. Sur une échelle de un à cinq, Kaboul est cotée quatre. Nos soldats patrouillent un quartier de la ville qui a énormément souffert de la guerre et où 90 % des édifices publics sont démolis. »

Mission à haut risque, donc. Hier à 13 h 25, les craintes sont devenues réalité. Deux soldats ont été tués et trois légèrement blessés lors d'une patrouille qu'ils effectuaient à moins de cinq kilomètres du camp. « Deux jeeps se suivaient de très près, a expliqué hier soir le porte-parole de l'armée à Kaboul, le major Roland Lavoie. La première a sauté sur une mine. Pourtant, le terrain avait été soigneusement déminé. »

La mine a-t-elle été placée là délibérément ? Est-ce un attentat ou un accident ? Personne n'ose se prononcer. Hier, des experts en explosifs ratissaient le sol, centimètre par centimètre, à la recherche de réponses. Il faut dire que l'Afghanistan est le pays le plus infesté par les mines au monde. Il y en a partout, dans les campagnes, dans les villes et même à quelques mètres de certaines rues de Kaboul.

La nouvelle de la mort des deux soldats canadiens a eu l'effet d'un coup de tonnerre dans le camp. « Nous sommes tous très tristes », a dit le major Lavoie vers 22 h hier, vi-

siblement ébranlé par la nouvelle.

Et pour cause. Au camp Julien, les liens sont tricotés serrés. Les soldats vivent ensemble 24 heures sur 24. Ils ne sortent jamais du camp. Les seules fois où ils mettent les pieds à Kaboul, c'est en patrouille.

Le camp Julien, c'est un morceau du Canada transplanté dans Kaboul. Les soldats y passent leurs jours de congé. Il y a des tentes équipées de télévisions, de consoles de jeux Nintendo, de salles de musculation et de tables de ping-pong et de billard. C'est la compagnie SNC-Lavalin qui s'occupe de la nourriture : on y mange des hamburgers, de la saucisse, des spaghettis, des frites. Rien de très afghan.

Le sergent Stéphane Roy est entré dans l'armée parce qu'il voulait voir du pays et se frotter à d'autres cultures, d'autres univers. *La Presse* l'a rencontré la semaine dernière au camp Julien. Il vient d'un petit village du Nouveau-Brunswick. « Jamais je ne me serais imaginé en Afghanistan à 24 ans », a-t-il dit encore un peu éberlué.

Parachuté à Kaboul, il voit la ville uniquement lorsqu'il est assis sur le siège arrière d'une jeep de patrouille, mitrailleuse au poing. Non seulement il passe ses jours de congé au camp, mais il ne peut même pas aller au bazar pour s'acheter des souvenirs. Des commerçants, soigneusement triés sur le volet, viennent au camp offrir leurs marchandises aux soldats.

Malgré toutes ces précautions, l'armée canadienne a perdu hier ses premiers hommes.

CHAREST ET MCGUINTY

## Le courant ne passe pas

DENIS LESSARD  
ANALYSE

À compter d'aujourd'hui, Queen's Park tourne au rouge. Une première depuis septembre 1990, lorsque le libéral David Peterson avait chèrement payé son appui indéfectible à l'entente du lac Meech et à son allié, Robert Bourassa.

Les rapports entre l'Ontario et le Québec sont marqués par ces rapprochements toujours stratégiques, souvent surprenants. En septembre 2000, le très conservateur Mike Harris s'allia à Lucien Bouchard, perçu comme le fossoyeur de l'unité canadienne partout au pays. L'addition de leur poids politique força le gouvernement Chrétien à délier les cordons de sa bourse, pour lester plus de 20 milliards en cinq ans pour la santé.

Quels seront les liens entre le nouveau maître à Queen's Park et le premier ministre Jean Charest ?

Les deux hommes se connaissent bien peu — on ne trouvait pas de traces précises cette semaine chez M. Charest des rencontres qu'il avait eues comme chef de l'opposition à l'Assemblée nationale avec son vis-à-vis libéral ontarien lors de ses passages à Queen's Park. Deux ou trois entretiens peut-être, tête-à-tête de circonstance pour meubler l'horaire en attendant de voir le patron, le premier ministre conservateur, Mike Harris.

À ses racines conservatrices, Jean Charest doit un réseau important du côté de la Big Blue Machine qui l'avait appuyé aux élections fédérales de 1997. Dès lors, il garda dans son carnet les coordonnées d'une série de stratèges tories de l'Ontario, de Leslie Noble notamment, qui était déjà dans les coulisses du PC ontarien quand Mike Harris fut élu pour mettre en place la « Révolution du bon sens ».

Cette même stratégie fut consultée par l'équipe de Jean Charest en 1998. Et lors de la dernière campagne, dit-on, Mario Lavoie, un lieutenant de M. Charest, issu lui aussi du PC, consulta ce gourou ontarien sur la façon de répliquer rapidement aux déclarations du camp adverse. La stratégie des libéraux du Québec depuis un an n'est pas sans rappeler celle des tories ontariens. Jean Charest est parti en campagne avec le cadre financier d'un gouvernement libéral, approuvé par quatre économistes experts. Mike Harris avait fait exactement la même chose en 1995, mais lui s'était contenté d'un seul spécialiste pour bénir son plan agressif. Ironiquement, c'est McGuinty qui cette fois a repris sa formule.

Jean Charest est, c'est clair, bien plus près des conservateurs ontariens que des libéraux. Au cours des derniers mois, avant que la campagne d'Ernie Eves ne pique du nez, bien des stratèges libéraux au Québec répétaient ce lieu commun maintes fois ressassé dans les milieux de la Big Blue Machine : « McGuinty et les libéraux commencent toujours leurs campagnes en lion, mais ne peuvent tenir le rythme et s'écrasent invariablement le jour du vote ». Cette fois cela se passe tout autrement.

Mais une fois qu'ils auront constaté qu'ils ne sont pas de la même famille politique, Jean Charest et Dalton McGuinty s'entendront rapidement sur une chose : faire pression sur le gouvernement fédéral pour obtenir davantage d'argent pour la santé. Avec la première réunion du Conseil de la fédération, le 24 octobre à Québec, les deux provinces auront une tribune choisie pour marteler leurs attentes à l'endroit du futur premier ministre, Paul Martin.

À Québec comme à Toronto, les régimes changent, les contentieux restent les mêmes. On reparlera sûrement pendant des années des problèmes de mobilité de la main-d'oeuvre dans le secteur de la construction, à la frontière de l'Outaouais. Ces frictions, en corrélation directe avec le taux de chômage, avaient déclenché des guerres politiques mémorables, des drames quasi annuels émaillés de menaces et d'ultimatums de part et d'autre.

Remis sous les projecteurs de l'actualité avec la mégapanne de l'été dernier, le problème énergétique ontarien est, aussi, source de tension entre les deux provinces. Déjà, Ernie Eves avait multiplié les appels du pied au premier ministre Landry pour la mise en place d'une ligne de transport supplémentaire entre l'Ontario et le Québec. Les raisons de sécurité d'approvisionnement sont évidentes — la catastrophe de cet été en est l'illustration. Mais c'est aussi une affaire de gros sous pour l'Ontario. Hydro One, bel exemple de partenariat public-privé qui fonctionne mal, doit moderniser à grands frais des centrales nucléaires.

Le problème c'est que, même si une ligne de transport était construite, le Québec n'a tout simplement pas d'énergie disponible pour l'Ontario. Déjà, chez Hydro-Québec, on appréhende les pointes de la demande aux hivers 2005 et 2006.

Le courant ne passera pas de sitôt donc entre le Québec et l'Ontario, pas plus qu'entre Dalton McGuinty et Jean Charest.

ÉQUITÉ SALARIALE

## Des enquêteurs dans les PME

JOCELYNE RICHER  
Presse Canadienne

QUÉBEC — L'état se resserre un peu plus autour des petites et moyennes entreprises (PME) qui refusent toujours — sept ans après l'adoption de la loi sur l'équité salariale — d'offrir aux femmes un salaire égal pour un travail différent mais jugé équivalent à celui accompli par leurs collègues masculins.

Des enquêteurs se rendront dans les PME au cours des prochains mois pour leur rappeler qu'elles n'ont pas le choix d'appliquer la loi et les aider, au besoin, à trouver le moyen d'y arriver.

Mais malgré le fait que plus de 17 000 entreprises ne se conforment toujours pas à la loi, la Commission de l'équité salariale n'a encore jamais imposé d'amende aux récalcitrants.

## Le programme de Charest bien accueilli à New York

PASCALE BRETON

NEW YORK — Les propos du premier ministre Jean Charest, qui fait l'éloge d'un gouvernement fédéraliste, est ouvert aux partenariats avec le privé et est soucieux d'attirer les investisseurs, étaient doux aux oreilles de la communauté new-yorkaise des affaires.

À sa deuxième visite à New York en moins de six mois, le premier ministre était invité hier par la Foreign Policy Association — un groupe de réflexion réputé — à présenter les orientations de son nouveau gouvernement devant un parterre de plus de 400 personnes issues des milieux des affaires et des finances.

Le grand patron d'Alcoa, Alain Belda, de même que le directeur général de Merrill Lynch, Robert Lyons, et le directeur général de Morgan Stanley, Marc Robert, étaient notamment au nombre des invités à la table d'honneur.

Pour les séduire et livrer un message rassurant, le premier ministre n'a rien laissé au hasard. « En élisant notre gouvernement, les Québécois ont renouvelé leur attachement au Canada. Mon gouvernement est fédéraliste. Nous croyons qu'il est dans l'intérêt du Québec — et dans l'intérêt du maintien de notre identité — de rester un membre actif au sein de la fédération canadienne », a déclaré M. Charest.

Tout en soulignant l'identité culturelle et linguistique qui fait du Québec une société unique, le premier ministre a tendu la main aux investisseurs américains. Désormais, autant la structure de l'investissement que la façon de transiger avec le gouvernement, sera conçue de façon à ce que le Québec soit ouvert au marché nord-américain, a promis M. Charest.

Le gouvernement libéral préconise moins d'interventionnisme de la part de l'État, mais davantage de partenariats avec le privé. Confronté à une « impasse budgétaire » résultant des décisions financières de l'ancien gouvernement, Québec entend tenir les cordons de la bourse serrés et maintenir le cap sur un budget équilibré, a aussi affirmé le premier ministre pour démontrer à quel point le Québec offre une belle terre d'accueil aux investisseurs. « Si vous regardez pour le retour sur vos investissements, je veux que vous sachiez que les règles du jeu au Québec sont les mêmes que par-



Photo ED BAILEY, PC ©

Le premier ministre Jean Charest était invité hier par la Foreign Policy Association. Il a présenté les orientations de son nouveau gouvernement devant un parterre de plus de 400 personnes issues des milieux des affaires et des finances.

tout ailleurs en Amérique du Nord. Notre gouvernement va y voir de près. Nous ne parlons pas avec le même accent, mais quand il est question d'affaires, notre langage est universel », a-t-il lancé à ses auditeurs.

Dans son allocution, le premier ministre a aussi présenté les grandes orientations de son gouvernement, évoquant au passage les problèmes transfrontaliers et environnementaux avec les Américains. Il a souligné la nécessité de poursuivre le développement hydroélectrique, en partenariat avec les communautés autochtones du nord du Québec et en respectant les normes environnementales. « Il n'y aura aucun passe-droit là-dessus », a dit M. Charest. Répondant à une question de l'auditoire, il n'a également pas fermé la porte au recours au privé pour le développement des ressources naturelles.

## Un auditoire satisfait

Le ministre du Développement économique et régional, Michel Audet, qui accompagne la délégation québécoise, croit que le premier ministre a marqué des points hier. « Les gens ont beaucoup apprécié sa franchise, son franc-parler et ses intentions très fermes de développer le Québec », a-t-il commenté.

M. Charest se devait également de rappeler que le Québec se soumet aux mêmes règles que les autres, même si cela semble une évidence pour certains, a-t-il ajouté en décochant quelques flèches à l'endroit de l'ancien gouvernement. « M. Charest a été très clair que les règles du jeu du secteur privé sont celles qu'on respecte aussi au Québec. (...) Au cours des dernières années, les gens avaient l'impression que le Québec avait des façons de faire différentes. »

Au terme de l'allocution, Owen Kurtin, du cabinet juridique Salens, s'est montré satisfait. « L'époque de la séparation québécoise est pour le moment terminée. Le gouvernement libéral sera à mon avis une force pour l'échange économique. Personnellement, je n'avais jamais eu peur de la séparation, mais je pense que pour les investisseurs, oui, c'est rassurant. »

Même si les lignes étaient très générales, le discours livré hier avait tout pour plaire aux gens d'affaires s'il faut en croire Jean-Marc Léger, de Léger Marketing, qui possède un bureau à New York depuis deux ans. « Pour les Américains, il y a quelque chose de neuf, ils ne savent pas du tout où se trouve le Québec, alors beaucoup de choses doivent être dites. Le discours a répondu aux attentes. »

## Québec veut recourir davantage aux médecins étrangers

ARIANE KROL

LE MINISTRE de la Santé, Philippe Couillard, veut attirer davantage de médecins étrangers au Québec et aider ceux qui sont déjà établis ici à réussir leurs examens pour avoir le droit de pratiquer.

« C'est un changement dans l'approche et les règles. Nous allons activement recruter des gens à l'extérieur du Québec », a-t-il déclaré hier à Montréal.

« Les médecins parmi nous qui n'ont pas encore réussi à passer l'examen du Collège (des médecins), nous allons leur donner de l'aide individuelle pour aller de l'avant et réussir l'examen », a ajouté le ministre.

Toutefois, les exigences demeureront aussi sévères que pour les étudiants formés ici, a-t-il précisé.

Dans le cadre d'une entente conclue entre le Collège des médecins du Québec et le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration sous le précédent gouvernement, les médecins diplômés à l'étranger ont pu, au cours de la dernière année, bénéficier de sessions de préparation aux examens du Collège et

avoir accès aux bibliothèques des universités et des centres hospitaliers universitaires. Le Collège voudrait aussi leur offrir du tutorat, mais actuellement, les médecins qui enseignent suffisent à peine à former les étudiants des facultés, indique le directeur de la direction des études médicales du Collège des médecins, Pierre Blanchard.

Le Collège saura bientôt si ces efforts ont amélioré le taux de réussite des examens que l'on a fait passer aux diplômés étrangers en août.

« Nous sommes en train d'analyser les chiffres », indique le directeur de la direction des études médicales du Collège des médecins, Pierre Blanchard. « Nous avons eu, au cours des derniers jours, des indications selon lesquelles le taux de succès s'est amélioré », a pour sa part indiqué Philippe Couillard.

Québec prévoit annoncer bientôt d'autres mesures pour faciliter le recrutement de médecins à l'extérieur du Québec. Déjà, la pénalité de 300 000 \$ imposée aux étudiants en médecine et aux médecins du reste du Canada qui désirent pratiquer au Québec sans s'installer en région éloignée durant quatre ans a été levée cet été, rapportait *Le Devoir* hier.

« Notre effort de recruter des médecins à l'extérieur du Québec sera du domaine des permis restrictifs, qui sont des licences données aux médecins qui s'établissent dans des régions désignées », a cependant indiqué le ministre Couillard.

Les permis restrictifs sont accordés par le Collège des médecins. Ils sont renouvelables annuellement et limitent les établissements où les médecins de l'extérieur peuvent exercer ainsi que les actes qu'ils peuvent poser. Par contre, l'obligation de pratiquer en région éloignée durant quatre ans ou de payer une pénalité relève de Québec.

Le ministre de la Santé était de passage à l'hôpital Douglas pour le lancement d'un programme visant à améliorer le traitement des psychoses chez les gens de 14 à 30 ans. Il a été accueilli par une trentaine d'employés syndiqués manifestant bruyamment contre l'accroissement de la sous-traitance dans les établissements de santé. « On va les rassurer », a-t-il commenté relativement aux craintes de pertes d'emploi. « Nous avons besoin de plus de flexibilité dans le système et les règles de sous-traitance doivent être reconsidérées », a-t-il cependant ajouté.

Encan Public Encan Public Encan Public Encan

**ENCAN PUBLIC**  
Règlement pour défaut de paiement

**TAPIS PERSANS AUTHENTIQUES  
NOUÉS MAIN, PEINTURÉS**  
AVEC L'AUTORISATION DE CRÉANCIER NANTIS ET AUTRES PARTIES NOUS VENDONS

TOUT LE STOCK, PIÈCE PAR PIÈCE, AU PLUS OFFRANT  
MISE À PRIX NOMINALE OU SANS RÉSERVE  
LISTE PARTIELLE : QUM EN SOIE, NAIN TABRIZ DE SOIE ET  
LAINE, KASHAN, KERMAN, TAPIS TRIBAUX 100% LAINE,  
MASHAD, MOUD SOIE ET LAINE, TAPIS DE PASSAGE.

NOTE DE L'ENCANTEUR : TOUS LES ARTICLES RESTANTS  
SERONT REMIS AUX CRÉANCIERS, ALORS NE RATEZ PAS  
CETTE OCCASION.

**DIMANCHE 5 OCTOBRE À 14 H  
INSPECTION 13 H  
HOTEL RAMADA  
7300 Cote de Liesse**

PAIEMENT: MASTERCARD, VISA, COMPTANT

Encan Public Encan Public Encan Public Encan

Promotion

Bio-Actif

## Ça se passe pas?

Ça vous dit « quekchose », les mots : chondroïtine, glucosamine, bêche de mer, spirée, saule, frêne, cassis, silice, uncaria tomentosa et glycyrrhiza glabra??

Ne vous en faites pas, on ne peut pas tout savoir. Ce sont les dix principes parmi les éléments essentiels qui vous livrent une multitude de nutriments naturels nécessaires au bon fonctionnement des articulations, tout simplement.

Ce sont 800 mg de nutriments chondroprotecteurs, 800 mg de principes chondro-actifs, 800 mg par comprimé, des éléments du Chondrin de Flex-O-Flex. Optimisez votre biomécanique articulaire avec Flex-O-Flex Chondrin. La mécanique va mal? Ça se passe pas? Avec Flex-O-Flex Chondrin, votre déséquilibre articulaire n'aura pas le dernier mot!

3757676  
Montréal : (514) 272-1365  
Mauricie : (819) 378-7777

Ligne extérieure : 1 800 272-1365  
Estrie : (819) 823-3322

# La Banque Nationale poursuivie pour près de six millions

## Placements Arden allègue que la Banque aurait dû déceler les fraudes de son contrôleur financier

CHRISTIANE DESJARDINS

**Détroussés de plus de cinq millions de dollars par leur contrôleur financier, Les Placements Arden, auxquels appartiennent les magasins Ardène, se tournent maintenant vers la Banque Nationale pour récupérer leur argent.**

S'il y avait eu moins de robots et plus de personnel à la banque, les multiples transactions suspectes de François Dauphinais auraient été découvertes bien avant, allègue Placements Arden dans la pour-

suite de près de six millions de dollars qu'elle vient d'intenter contre la Banque Nationale.

Signatures grossièrement imitées, formulaires de transferts bancaires fabriqués de toutes pièces ou périmés, transferts de grosses sommes sur simple demande par télécopie, chèques falsifiés et payés sans rouspéter à l'ordre de « Cash » ou « Petty Cash », bonus de Noël de 20 000 \$ qu'il s'est auto-accordé... Toutes ces méthodes, François Dauphinais, le contrôleur financier de Placements Arden, les a utilisées sans problème pour soutirer de l'argent à l'entreprise qui l'employait depuis plus de 20 ans.

Entre septembre 1999 et juin

2002, ce sont 138 transferts de fonds frauduleux et 14 chèques, totalisant 5,3 millions de dollars, que la Banque Nationale aurait versés dans les comptes personnels de Dauphinais ou ceux des compagnies qu'il avait lancées. La plupart de ces transactions ont été effectuées auprès de l'établissement de la rue de la Gauchetière, avec qui Placements Arden faisait affaire.

C'est autour du 18 juin 2002 que Arden Dervishian, président et actionnaire principal de Placements Arden, qui possède quelque 270 magasins au Canada, est tombé de sa chaise en découvrant que son contrôleur avait fait « certains gestes de fraude ». Mais ce n'est que

plus tard, au cours de l'enquête menée par une équipe d'experts-comptables, que toute l'ampleur de la fraude lui est apparue. Parallèlement à son travail de contrôleur, Dauphinais s'était lancé « en affaires ». Il gérait des résidences pour personnes âgées, de multiples dépanneurs, des épiceries et des restaurants. Manifestement avec l'argent de son patron.

Dès juin 2002, Placements Arden faisait saisir les avoirs de Dauphinais. Ce dernier reconnaissait ses torts et offrait de rembourser sa dette à coup de 20 000 \$ par mois, si seulement on voulait bien le laisser continuer son « business ». Rien à faire, le lien de confiance était rompu. Ses compagnies et lui ont été mis en faillite.

Hormis les 500 000 \$ (le maximum pour une fraude) qu'elle a pu obtenir de ses assurances, Placements Arden n'a pu récupérer que des brouilles à ce jour. La Banque Nationale, de son côté, est d'avis que c'était à Placements Arden de voir à ses affaires et de vérifier ses états bancaires. Ce n'est pas si simple, rétorque l'entreprise lésée. Dans la poursuite déposée cette semaine au palais de justice de Montréal, Placements Arden allègue que si la banque avait affecté le personnel nécessaire et habilité à la vérification, les irrégularités auraient été facilement décelables, tant elles étaient nombreuses et mal foutues.

### L'EXPRESS DU MATIN

#### Occupation du rectorat de l'UQAM

UNE QUARANTAINE d'étudiants, membres de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE), ont occupé l'édifice où se situe le bureau du recteur de l'UQAM, Roch Denis, entre 15 h mercredi et 8 h 30 hier matin. Les étudiants voulaient entre autres signifier à M. Denis leur opposition à toute hausse des droits de scolarité. Ils souhaitent également un réinvestissement massif en éducation. « Le gouvernement libéral veut faire des coupes et nous croyons que l'éducation va écoper », mentionne Valérie Soly, membre de l'ASSE. Ce sont les agents de sécurité de l'UQAM qui ont ordonné aux étudiants de quitter l'édifice de la rue Saint-Denis. Ceux-ci n'ont pas résisté. L'ASSE, qui représente près de 50 000 membres du cégep et de l'université au Québec, compte adopter d'autres moyens de pression. Ses membres prendront part à une manifestation qui se tiendra à Québec le 6 novembre.

— Nathaëlle Morissette

#### Piétons heurtés

DEUX PIÉTONS, qui attendaient l'autobus sur le trottoir, ont été heurtés hier matin vers 7 h, par un automobiliste circulant sur le boulevard Henri-Bourassa, près de la rue Garon dans l'arrondissement de Montréal-Nord. L'une des victimes, une dame de 32 ans, est morte peu après son arrivée à l'hôpital. L'autre piéton a été légèrement blessé. L'accident a causé un embouteillage monstre qui a duré plusieurs heures sur le pont Papineau en direction de Montréal.

— Nathaëlle Morissette

#### Guy Gagnon nommé juge en chef de la Cour du Québec

LE JUGE GUY GAGNON a été nommé juge en chef de la Cour du Québec. Il succède à la juge Huguette St-Louis, dont le mandat de sept ans était expiré. À la Cour du Québec depuis 1992, le juge Gagnon était juge coordonnateur de la région de l'Abitibi-Témiscamingue et il siégeait aux chambres de la jeunesse, civile et criminelle. Le juge Gagnon aura sa résidence à Québec. Il devient d'office président du Conseil de la magistrature du Québec.

— La Presse

#### Spectacle-bénéfice de Robert Charlebois

ROBERT CHARLEBOIS, qui s'investit pour la première fois dans une cause humanitaire, donnera un spectacle-bénéfice pour le Regroupement des Magasins-Partage (épiceries pour familles démunies). C'est un peu pour suivre les traces d'autres artistes québécois qui ont, depuis Yvon Deschamps jusqu'à Dan Bigras, adopté une cause humanitaire, que Robert Charlebois a voulu offrir sa contribution au mieux-être d'une société où il a connu le succès, tant comme artiste qu'à titre de brasseur (la brasserie Unibroue). La soirée-bénéfice « Nourrir l'espoir » aura lieu le mercredi 26 novembre, au théâtre Corona (2490, rue Notre-Dame Ouest) et comprendra un cocktail d'honneur accompagnant un encaissement silencieux, et un souper, sous la présidence d'honneur de Robert Charlebois, suivis d'une dernière présence avant longtemps sur une scène québécoise de Charlebois dans un spectacle qu'il qualifiait en conférence de presse de spectacle « père et fils », car il compte y faire plus de place à son fils, artiste comme lui. Renseignements: (514) 383-2460, www.cam.org/rmpim.

— La Presse



Photo MARTIN CHAMBERLAND, La Presse  
Les travaux qui se poursuivent depuis des mois autour du Palais des congrès de Montréal causent de nombreux inconforts, notamment dans la rue Saint-Antoine. Les piétons, nombreux dans le secteur, ont intérêt à bien suivre les indications.

## Les autobus de la STM retardés en raison de moyens de pression

SÉBASTIEN RODRIGUE

LE SERVICE d'autobus de la Société de transport de Montréal (STM) a été perturbé pour la troisième journée consécutive hier en raison des moyens de pression des employés de l'entretien présentement en négociation intensive pour le renouvellement de leur convention collective.

Selon la STM, les syndiqués ont entrepris leurs actions au cours de la nuit de mercredi à hier dans différents garages. Une centaine d'autobus ont été en retard après le déclenchement de plusieurs systèmes d'alarme et de gicleurs. Entre 80 et 100 autobus sont aussi restés sur place parce qu'ils n'ont pu être inspectés, entretenus ou réparés, ajoute la porte-parole de la STM, Odile Paradis. L'obstruction des portes de garage a aussi empêché une quarantaine de minibus du service de transport adapté de quitter à l'heure prévue.

La porte-parole de la STM souligne que des mesures disciplinaires seront imposées aux employés fautifs (chèques de paie amputés, par exemple). Des plaintes ont aussi été transmises au Service de police de la Ville de Montréal concernant des menaces et des actes de vandalisme. Le Conseil des services essentiels pourrait aussi intervenir dès aujourd'hui à la demande de la STM.

D'ici là, elle a l'intention d'accroître les mesures de sécurité dans ses installations. Le service du métro, lui, n'a pas été affecté hier par les moyens de pression.

De son côté, le syndicat des 2000 employés de l'entretien soutient qu'il n'y a pas de campagne de moyens de pression et que les négociations se poursuivent.

Mercredi, 130 autobus n'avaient pu prendre la route. Selon la STM, des autocollants avaient été posés sur les vitres et les numéros d'identification des véhicules par des employés de l'entretien.

## L'Université de Montréal amasse 446 millions

NATHAËLLE MORISSETTE

APRÈS UNE CAMPAGNE de financement qui a duré trois ans, l'Université de Montréal, l'École polytechnique et HEC Montréal ont amassé 446 millions, la plus grosse somme jamais recueillie par un établissement francophone au pays.

C'est ce qu'a révélé hier la direction de l'Université de Montréal. Cela permettra notamment d'investir dans la construction de cinq nouveaux pavillons qui abriteront sous peu la faculté de pharmacie, l'Institut de recherche en immunovirologie et en cancérologie, en plus d'un centre de recherches appliquées. L'agrandissement de l'École polytechnique, la mise sur pied de 47 nouvelles chaires et la création de 150 bourses font également partie des projets.

« Au début de la campagne, en avril 2000, notre objectif était de 125 millions, précise le recteur de l'Université de Montréal, Robert Lacroix. À ce moment-là, les gens nous trouvaient ambitieux. »

Les dons de sociétés ainsi que la contribution des diplômés ont permis d'amasser 218 millions. Les différents ordres de gouvernement ont injecté 228 millions. Comme les sommes recueillies dépassent largement l'objectif de départ, Robert Lacroix songe à la construction d'un pavillon pour la faculté des arts et lettres. La campagne a pris fin le printemps dernier.

## Une famille poursuit la Ville et ses ex-proprétaires pour 750 000 \$

CHRISTIANE DESJARDINS

LA FAMILLE Herrera, qui attribue la mort de son bébé d'un an au mauvais état du logement qu'elle a habité pendant quelques mois dans l'arrondissement de Montréal-Nord, en 2002, vient d'intenter une poursuite de 750 000 \$ contre les ex-proprétaires de l'immeuble et la Ville de Montréal.

Les Herrera reprochent à la Ville de leur avoir recommandé cet immeuble situé au 6311, rue Pascal, quand ils ont fait une demande pour un loyer à prix modique, en janvier 2002. Ils blâment également les ex-proprétaires, un couple qui habite rue Saint-Hubert à Montréal, de ne pas avoir tenu les

lieux en bon état. Julio Herrera et Ana-Patricia Duarte, sont entrés dans leur logement avec leurs six enfants en juillet 2002. Dès septembre, ils affirment avoir commencé à souffrir de crampes abdominales, de vomissements, de diarrhée ou de constipation. Selon eux, ces malaises ont entraîné la mort de leur bambine, Rachel, le 28 décembre. Deux autres de leurs enfants ont aussi été hospitalisés à la même période pour des problèmes intestinaux. La famille, qui a quitté les lieux en janvier 2003, a toujours soutenu que ces problèmes de santé avaient été causés par des moisissures observées dans l'appartement. Une conclusion que les services sanitaires et de santé, qui ont analysé la situation, ne partageaient pas à l'époque.

Promotion

### La santé? On la fait

L'ail est un grand ami de notre système coronarien, vasculaire et respiratoire, nous le savons bien ou nous devrions le savoir. L'ennui, c'est que l'ail, si bon pour la santé soit-il, ... ça sent fort!

L'ail Sulfo-Génik entéro-soluble, est enrobé de telle façon qu'il passe outre les acides gastriques de l'estomac et diffuse lentement son potentiel d'allicine dans l'intestin grêle. Ce qui veut ainsi dire que les odeurs sont minimisées au maximum. C'est là un des nombreux bienfaits de l'ail sans odeur.

Nous avons capturé dans l'ail Sulfo-Génik, un potentiel d'allicine considérable... et quel potentiel! 4 000 mcg d'allicine par comprimé entéro-soluble, là où il le faut.

On ne laisse pas la santé au hasard. La santé... on la fait et on la protège! C'est notre bien le plus précieux.

Montréal: (514) 272-1365  
Mauricie: (819) 378-7777

Ligne extérieure: 1 800 272-1365  
Estrée: (819) 823-3322

# Salon habitat Place Bonaventure 1<sup>er</sup> au 5 octobre 2003

## 9<sup>e</sup> d'automne

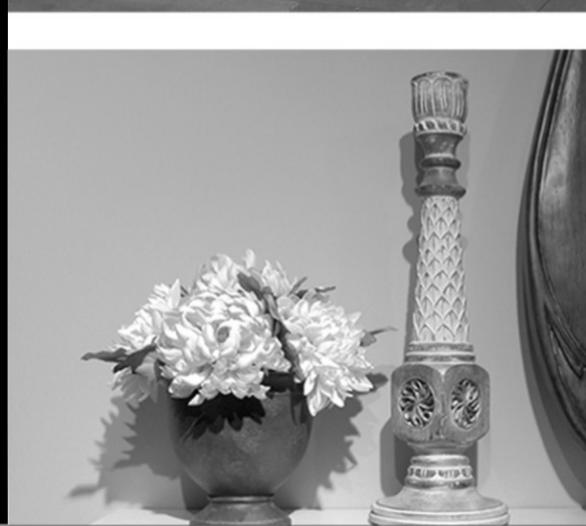
*Rénovez, décidez, savourez ... la vie!*



*Quels que soient vos projets, vous trouverez au Salon habitat d'automne une multitude d'idées pour créer votre intérieur de rêve!*

**250 EXPOSANTS**

Les dernières **tendances**,  
des produits **d'avant-garde**,  
tout pour **rénover** et **décorer**!



### **Pratico-pratique ! L'Info réno déco**

Offrez-vous une consultation gratuite de 30 minutes avec le spécialiste de votre choix, parmi nos 25 experts. Soyez bien préparés et saisissez cette occasion unique!

*Présenté par Réno-Maître et Kaycan*

### **Tendance ! Vitrine des nouveautés**

Voyez les produits dernier cri en matière d'habitation. Gadgets pratiques, accessoires indispensables, tendances décoration, électroménagers de pointe, tout y est!

*Présenté par Shelvex et Eklipse lumineaire architectural*

### **Design ! Sélection déco électro**

Dans un décor deux-en-un à couper le souffle, découvrez des appareils électroménagers et électroniques futuristes, conçus pour la vie d'aujourd'hui!

*Présenté par Maison Éthier, Décor Timavi et Cascades*

### **Éblouissant ! Le chic sans le choc**

Découvrez un intérieur où le formidable côtoie l'abordable grâce à l'emploi de matériaux inusités, à de somptueux faux-finis et à un éclairage étudié.

*Présenté par Von Design et réalisé par Construction Michel Dufresne*

### **Magnifico ! La vita è bella**

Vivez une expérience multisensorielle en parcourant ce loft où tout respire l'art de vivre à l'italienne. Un intérieur somptueux où vos cinq sens seront sollicités.

*Présenté par Patrimoine, Verardo et Stromboli*

#### HEURES D'OUVERTURE

Mercredi 16 h à 22 h  
Jeudi et vendredi 11 h à 22 h  
Samedi 10 h à 22 h  
Dimanche 10 h à 18 h

#### PRIX D'ENTRÉE (toutes taxes incluses)

Adultes 10 \$  
Étudiants et aînés (60 ans et +) 8 \$  
Enfants (6 à 12 ans) 4 \$  
Enfants (0 à 5 ans) gratuit

un événement

en collaboration avec

dmg (média mondial)

**APCHA**  
ASSOCIATION PROVINCIALE  
DES CONSTRUCTEURS D'HABITATIONS DU QUÉBEC INC.

**La Presse**

**TQS**

DaimlerChrysler Canada Inc.

# Pas d'armes de destruction massive découvertes en Irak

d'après AFP

WASHINGTON — L'Américain David Kay, chef du Groupe d'inspection (ISG) enquêtant sur les armes de destruction massive en Irak, a déclaré, hier, qu'aucune arme de ce type n'a été découverte, mais qu'il existait des « preuves importantes » que Bagdad « envisageait d'en fabriquer ».

Parlant à la presse après avoir présenté un premier rapport sur les ADM devant les commissions du Renseignement du Congrès, Kay a précisé que le groupe d'enquête qu'il dirige, composé de 1400 Américains et Britanniques, avait « encore beaucoup de travail » à réaliser.

« Nous n'avons pas encore trouvé à ce jour d'armes », a déclaré Kay. Mais « nous avons découvert des preuves importantes de la volonté des principaux responsables irakiens, y compris Saddam Hussein, de continuer à produire dans l'avenir des armes de destruction massive », a-t-il ajouté.

Deux attentats suicide ont été commis, hier soir, à Kirkuk, dans le nord de l'Irak, près d'un pressing utilisé par des soldats américains, tuant les deux kamikazes mais ne faisant pas de victime parmi les forces de la coalition, selon un responsable de la défense civile.

Les attentats ont été commis

après que six explosions eurent retenti à Kirkuk, dont une a détruit un véhicule et blessé deux soldats américains, selon un haut responsable des services de sécurité parlant sous le couvert de l'anonymat.

L'armée américaine, interrogée, a indiqué n'avoir aucune information sur les attentats suicide ou les explosions.

« Les deux kamikazes avaient des ceintures d'explosifs attachées autour du corps. Ce sont deux jeunes hommes, mais nous n'avons pu les identifier car leur corps ont été mutilés », a déclaré le lieutenant Chaker al-Riyachi, de la défense civile.

## L'ennemi a changé

Trois GI ont été tués en moins de 24 heures, la veille en Irak, où chaque semaine de trois à six d'entre eux meurent dans des attaques, a reconnu hier l'armée américaine, près de six mois après son entrée à Bagdad.

L'officier américain le plus haut gradé en Irak, Ricardo Sanchez, a reconnu que chaque semaine il y avait de trois à six morts et 40 blessés parmi les militaires américains.

« L'ennemi a évolué, il est un peu plus meurtrier, un peu plus complexe, un peu plus sophistiqué et parfois un peu plus tenace », a-t-il ajouté.

Les trois GI morts mercredi ont été tués dans des attaques séparées. Il s'agit du plus lourd bilan enre-

gistré en 24 heures depuis le 20 septembre, qui porte à 88 le nombre de soldats morts dans des attaques depuis l'entrée des Américains dans Bagdad.

## Insatisfaction

À New York, entre-temps, le premier round des consultations du Conseil de sécurité sur le projet révisé de résolution américaine sur l'Irak suscitait les réserves immédiates de la France et du secrétaire général de l'ONU.

Ce texte « ne répond pas à nos espoirs », a déclaré l'ambassadeur de France, Jean-Marc de La Sablière, lors des consultations. « Nous ne retrouvons pas les propositions que nous avions faites avec l'Allemagne sur des points essentiels », a-t-il ajouté.

« À l'évidence, ce projet ne va pas dans la direction que j'avais recommandée », a déclaré Annan en arrivant à l'ONU. « Nous l'étudions et nous devons déterminer s'il constitue un changement radical par rapport au passé », a-t-il encore dit.

L'ambassadeur des États-Unis, John Negroponte, s'est déclaré malgré tout « encouragé par la convergence qui émerge entre les 15 membres du Conseil ».

Le Conseil, dont Negroponte assure la présidence pour le mois d'octobre, se réunira lundi pour poursuivre les consultations sur ce texte.

À Washington, aucun employé de la Maison-Blanche n'avait encore été interrogé, hier, dans le cadre de l'enquête sur les fuites venant de la présidence américaine qui aurait livré à la presse le nom d'un agent secret, a indiqué son porte-parole, Scott McClellan.

« Mais le département de la Justice pourrait décider d'interroger les gens individuellement et, dans un tel cas, je ne serais pas nécessairement au courant », a-t-il précisé.

Il a toutefois laissé la porte ouverte à l'éventuelle désignation d'un procureur indépendant pour enquêter sur ces fuites, mais a souligné qu'il appartenait au département de la Justice d'en décider.

Selon un sondage publié hier par le *Washington Post*, près de 70 % d'individus interrogés se prononcent en faveur d'un procureur indépendant pour mener l'enquête au lieu du ministre de la Justice, John Ashcroft, nommé par le président George W. Bush.

La Maison-Blanche aurait livré à la presse le nom d'un agent secret de la CIA pour se venger de son mari, l'ancien diplomate Joseph Wilson. Celui-ci avait signé un texte contredisant les affirmations de l'administration selon lesquelles l'ex-dirigeant irakien Saddam Hussein aurait tenté de se procurer de l'uranium en Afrique.

## EXPRESS INTERNATIONAL

### CÔTE D'IVOIRE « Grave recul »

LE SECRÉTAIRE général de l'ONU, Kofi Annan, a déclaré hier être « vivement préoccupé » par la situation en Côte d'Ivoire où le processus de paix a connu, selon lui, un « grave recul ». Dans une déclaration transmise par son porte-parole, Annan s'est dit « vivement préoccupé par la décision des Forces nouvelles de suspendre leur participation au gouvernement de réconciliation nationale, au programme de désarmement, de démobilisation et de réinsertion ainsi que par le blocus de la principale route reliant Abidjan à Bouaké qui a suivi cette décision ». — d'après AFP

### LIBERIA Blah accuse

LE PRÉSIDENT Moses Blah a accusé hier les rebelles du LURD (Libériens unis pour la réconciliation et la démocratie) d'avoir voulu le renverser, après les violences entre rebelles et miliciens gouvernementaux qui ont fait au moins neuf morts et 15 blessés mercredi à Monrovia. S'adressant à une foule protestant contre la mort de civils innocents lors de la fusillade, le président par intérim a affirmé qu'il s'agissait d'une tentative des rebelles du LURD de « me renverser et d'installer (leur leader) Sekou Damaté Conneh dans le fauteuil présidentiel ». — d'après AFP

### AZERBAÏDJAN De père en fils

LE PRÉSIDENT Heydar Aliiev, qui règne depuis près de 30 ans sur l'ex-république soviétique et ses ressources pétrolières, a annoncé hier son retrait, passant le flambeau à son fils, le premier ministre Ilham Aliiev, pour l'élection présidentielle du 15 octobre. Le président sortant est hospitalisé aux États-Unis pour de graves problèmes cardiaques. — d'après AFP

### BOLIVIE Capitale isolée

LA PAZ, siège du gouvernement bolivien, était hier matin, une nouvelle fois, isolée du reste du pays par des barrages routiers, érigés dans le cadre de la vague des protestations qui durent depuis deux semaines contre l'éventualité d'exporter du gaz bolivien via le Chili. Pour la quatrième journée consécutive, des opposants au choix d'un port chilien pour l'exportation du gaz destiné au marché californien, ont manifesté dans le centre-ville, paralysant en partie l'activité économique. — d'après AFP

## Sharon défie Bush

### Arafat en appelle à la communauté internationale

d'après AFP

JÉRUSALEM — Israël s'est déclaré déterminé, hier, malgré les menaces de sanctions économiques des États-Unis, à poursuivre la construction du mur de sécurité en englobant des blocs de colonies juives en Cisjordanie, projet que le président palestinien Yasser Arafat a qualifié de « mur du racisme ».

« La décision israélienne prolonge ce mur du racisme qui a déjà usurpé plus de 60 % de nos terres. Cela détruit et sabote le processus de paix », a déclaré Arafat à Ramallah, en Cisjordanie occupée, à l'issue d'une rencontre avec le représentant russe Sergueï Peskov.

« Cela détruit et sabote le processus de paix. Jusqu'à quand ce silence face aux crimes israéliens ? » s'est-il demandé en s'adressant à « l'opinion publique, au quartet, à la Ligue arabe, à l'ONU et au monde entier ».

Le ministère israélien de l'Habitat a en outre lancé un appel d'offres pour la construction de 565 logements dans trois colonies — Beitar Elit, Maalé Adoumim et Ariel.

Le secrétaire d'État américain Colin Powell a répété que le mur de sécurité israélien constitue un « problème » et s'est dit préoccupé par la poursuite de la colonisation juive. Il a ajouté que Washington avait « des préoccupations sur la poursuite d'activités de colonisation de la part des Israéliens ».

Powell a rappelé que Washington « examine » son programme de garantie de prêts pour voir quelles pénalités pourraient être appliquées à l'État hébreu.

### ... avec l'accord des Américains!

Le chef de la diplomatie israélienne, Sylvan Shalom, a confirmé que, dans six mois, le mur de sécurité inclurait la colonie d'Ariel, à 20 km au coeur de la Cisjordanie, et émis l'espoir que ce serait fait « avec l'accord des Américains ».

Ce mur doit s'étendre sur 430 km et englober 80 % des quelque 231 000 colons habitant en Cisjordanie occupée, sans compter les 200 000 Israéliens installés à Jérusalem-Est occupée et annexée depuis 1967.

Selon l'organisation israélienne pour les droits de l'homme B'Tselem, 11 170 Palestiniens vivant dans 13 villages se retrouveront du côté israélien de la ligne, alors que 72 000 autres vivant dans 37 villages seront pratiquement encerclés. De plus, les quelque 250 000 Palestiniens vivant à Jérusalem-Est seront coupés de la Cisjordanie.

Le coût global de l'ouvrage, dont le but officiel est d'empêcher des infiltrations de kamikazes, est évalué à plus d'un milliard de dollars. Soutenu par un très large consensus populaire, le gouvernement Sharon prévoit de l'achever d'ici un an et demi à deux ans.

Résultats		GAGNANTS		LOTS	
<b>649</b>	Tirage du 2003-10-01	6/6	0	5 000 000,00 \$	
		5/6+	6	103 979,60 \$	
		5/6	191	2 613,10 \$	
<b>01 11 17 41 42 45</b>		4/6	12 630	75,70 \$	
Complémentaire: (13)		3/6	248 574	10,00 \$	
	Ventes totales:			14 766 504 \$	
	Prochain gros lot (appr.):			10 000 000 \$	
<b>LOTS BONIS - Véhicules GM*</b>					
<small>(Seule catégorie gagnante - 6/6)</small>					
<b>17 20 42 43 48 49</b>		0		Au choix :	
<b>07 14 17 21 35 47</b>		0		Chevrolet Avalanche,	
<b>06 07 08 26 29 35</b>		1		GMC Envoy XL,	
<b>03 05 17 20 21 36</b>		0		Buick Rainier,	
<b>16 21 24 30 33 39</b>		1		Cadillac CTS	
				Saab 9-5 Aero berline	
<small>*Chaque voiture est échangeable contre un chèque de 45 000 \$</small>					
<small>Si une sélection crée plus de 5 gagnants, ceux-ci se partageront une cagnotte de 250 000 \$.</small>					
<b>49</b>	Tirage du 2003-10-01	6/6	0	1 000 000,00 \$	
		5/6+	2	25 000,00 \$	
		5/6	27	500,00 \$	
<b>05 07 14 17 20 33</b>		4/6	1 700	50,00 \$	
Complémentaire: (28)		3/6	28 872	5,00 \$	
	Ventes totales:			642 380,00 \$	
<b>104</b>	Tirage du 2003-10-02	12 13 19 21	Compl. (54)		
<b>104</b>	Tirage du 2003-10-02	NUMÉRO: 106877	NUMÉRO: 995647		
<b>01 03 06 07 10 15 18 21 31 39</b>	Tirage du 2003-10-02	<b>41 44 45 46 51 55 58 59 61 62</b>			
<small>Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets.</small>					
<small>En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.</small>					
<b>7</b>	PROCHAIN GROS LOT BONI	25 000 000 \$			
	LE 3 OCTOBRE 2003				

Pour s'allonger dans le salon  
ou boudoir dans le boudoir.

Le canapé LOUNGE

**999<sup>00</sup>\$**



3 MAGASINS DE 75 000 PIEDS CARRÉS  
Ouvert tous les jours de la semaine de 10 h à 21 h

LAVAL 2888, avenue du Cosmodôme (450) 687-3361  
ST-HUBERT 1651, boul. des Promenades (450) 443-1120  
QUÉBEC 5600, boul. des Gradins (418) 634-5454

**FLY**

MEUBLES & DÉCORATION

| ALGÉRIE |

## Le FLN rompt avec Bouteflika

d'après AFP

ALGER — Le Front de libération nationale (FLN, ex-parti unique) a décidé de retirer du cabinet de coalition algérien tous les ministres proches de son secrétaire général, Ali Benflis.

Le Bureau politique du FLN a décidé « le retrait des ministres du parti de l'équipe gouvernementale actuelle » en raison des « comportements irresponsables et hérétiques du candidat président » Abdelaziz Bouteflika, indique-t-il dans un communiqué.

La décision intervient alors que, depuis plusieurs mois, la crise couve entre Bouteflika et Benflis. Le président, qui n'a pas encore annoncé sa candidature, voit en Benflis un sérieux rival pour l'élection présidentielle du printemps 2004.

La direction du parti soudée autour de Benflis estime que les ministres ayant choisi le camp de Bouteflika ne font plus partie du FLN, mais ces derniers revendiquent toujours leur appartenance à la formation.

Ils réclament un congrès pour annuler les décisions du 8<sup>e</sup> congrès

du parti qui a approuvé, en mars dernier, la ligne de Benflis, déclarant notamment l'autonomie du parti vis-à-vis du chef de l'État. Les principaux ministres exclus du parti sont ceux des Affaires étrangères, Abdelaziz Belkhadem, et de l'Agriculture, Saïd Barkat.

En mai, Benflis avait été brutalement limogé de son poste de chef de gouvernement par le président Bouteflika. Six ministres du FLN proches de Benflis avaient été remplacés.

Le FLN détient la majorité à l'Assemblée nationale algérienne après sa victoire aux législatives de mai 2002, remportées par l'équipe Benflis.

Interrogé pour savoir si les députés proches de Benflis censureraient le gouvernement, l'un de ses proches, Mansour Keddar, a indiqué que le parti « allait apprécier en fonction des textes ». « Ils (les partisans de Bouteflika) voulaient nous paralyser, nous réagissons ».

Benflis doit être officiellement désigné demain comme candidat à la prochaine élection présidentielle lors d'un congrès extraordinaire de son parti à Alger.

## La Russie met l'OTAN en garde

« Nous ne pouvons pas exclure absolument une utilisation préventive de la force »

Agence France-Presse

MOSCOU — La Russie a averti, hier, l'OTAN qu'elle pourrait revoir sa doctrine militaire, notamment dans le domaine des armes nucléaires, si l'Alliance atlantique, née à l'époque de la guerre froide, restait un bloc militaire à la doctrine « offensive ».

Le ministre de la Défense Sergueï Ivanov a incidemment souligné que la Russie pourrait, si besoin, frapper la première — comme le lui permet sa doctrine militaire —, dans un discours prononcé au ministère de la Défense en présence du président Vladimir Poutine.

« Nous ne pouvons pas exclure absolument une utilisation préventive de la force si les intérêts de la Russie ou ses obligations envers ses alliés l'exigent », a déclaré le ministre russe, dont le discours a été ensuite approuvé par Poutine.

« Si l'OTAN se maintient en qualité d'alliance militaire, gardant son actuelle doctrine offensive, cela nécessitera une refonte profonde de la planification militaire russe, y compris des changements dans la stratégie nucléaire », souligne un

plan de modernisation des forces armées russes présenté par Ivanov.

Il a évoqué de « nouvelles menaces » auxquelles se trouve confrontée Moscou, telles « l'ingérence de pays ou d'organisations étrangères dans les affaires intérieures russes » et « l'instabilité dans les pays voisins provoquée par la faiblesse des gouvernements ».

Son ministère s'est abstenu de viser directement les États-Unis, soulignant dans son plan de modernisation que Moscou comptait sur un « élargissement de la coopération avec les États-Unis dans les domaines politique, militaro-politique et économique ». Mais il invite l'ancien ennemi à mettre fin à « l'héritage de la guerre froide » et à « respecter mutuellement les intérêts nationaux ».

« La Russie dispose de réserves significatives de missiles stratégiques lourds à déploiement terrestre. Il s'agit des missiles les plus menaçants que nous possédons par dizaines », a déclaré Vladimir Poutine.

Moscou et Washington ont convenu, dans un nouvel accord de désarmement en mai 2002, de réduire leurs arsenaux nucléaires stratégi-

ques des deux tiers, pour ne déployer d'ici à 2012 que 1700 à 2200 ogives contre environ 6000 actuellement.

Cet accord de désarmement « permet aux parties signataires de garder » un potentiel « considérable », a souligné le président russe, ajoutant que la Russie avait l'intention de « travailler à la création de nouveaux modèles d'armements du XXI<sup>e</sup> siècle ».

Sous l'impulsion de Poutine, qui a engagé un rapprochement spectaculaire avec l'Occident après les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis, Moscou entretient des relations de partenariat sans précédent avec l'Alliance atlantique, au sein du Conseil Russie/OTAN qui permet à Moscou de prendre part à certaines décisions, mais sans droit de veto.

Mais le ministère de la Défense, dirigé par Sergueï Ivanov, proche de Vladimir Poutine issu comme lui de l'ex-KGB, a souligné qu'il continuait de considérer l'OTAN comme une menace, notamment en raison de la perspective d'une extension de l'Alliance aux trois républiques baltes, c'est-à-dire aux frontières russes.



CE SOIR, LE GROS LOT EST DE  
**25 MILLIONS \$**



Dans l'éventualité où il y aurait plusieurs détenteurs de la sélection gagnante 7 sur 7, le montant total du gros lot serait partagé entre chacun d'eux.

**18** ans +



www.loto-quebec.com

MISE SUR TOI  
 1 866 SOS-JEUX

# Forum

## La Presse

ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration

GUY CREVIER > Président et éditeur

PHILIPPE CANTIN > Vice-président à l'information et éditeur adjoint

ÉRIC TROTTIER > Directeur de l'information ANDRÉ PRATTE > Éditorialiste en chef

## La vraie «réingénierie»



KATIA GAGNON  
kgagnon@lapresse.ca

C'est pratiquement devenu une figure imposée de l'automne. Entre le début des feuilles rouges et l'Halloween, un journaliste met au jour un nouveau déficit, plus important que jamais, dans les hôpitaux québécois. À la fin de cette année, nous en serons à un milliard, révélait *Le Devoir* de samedi dernier. Pour venir à bout de ce monstre, le gouvernement devra s'attaquer à la vraie réingénierie, celle du réseau de la santé. Mais le défi sera de le faire sans transformer le réseau en champ de bataille.

Le portrait est déprimant. En 2000, le gouvernement péquiste avait effacé la dette des hôpitaux, qui s'élevait alors à 500 millions. Trois petites années budgétaires plus tard, on en est déjà à un milliard de déficit accumulé. Et cela, c'est si les hôpitaux s'en tiennent au déficit «préautorisé», lors du dernier budget, qui s'élevait à 300 millions. Or, si le rythme des dépenses se poursuit, ce chiffre pourrait être dépassé. Québec a tout essayé pour juguler ces déficits : réinvestissements, examens périodiques, loi. Toujours en vain.

Le premier réflexe des ministres de la Santé, c'est généralement de blâmer les gestionnaires des hôpitaux. C'est en partie justifié : certains hôpitaux comparables s'en tirent mieux que d'autres avec le même budget. Mais le vrai problème n'est pas dans la gestion. Il est, comme l'ont dit tous ceux qui ont fait l'autopsie du réseau de la santé, dans l'organisation des services. Disons-le tout net : la solution au déficit des hôpitaux ce n'est pas de hausser bêtement leurs budgets. Oui, les hôpitaux, à l'heure actuelle, manquent de moyens. Mais c'est en bonne partie parce

qu'ils sont mal épaulés par le reste du réseau. Tout le monde a prescrit les mêmes remèdes au grand malade : le renforcement de la première ligne et les soins à domicile. En gros, que faut-il faire ? Faire en sorte que la population ait accès à des médecins, sept jours par semaine, douze heures par jour, dans toutes les régions. Offrir davantage de soins à domicile, afin d'éviter les hospitalisations de personnes âgées ou de malades chroniques.

Cela semble simple, n'est-ce pas ? Pourquoi cela se complique-t-il tellement quand vient le temps de poser des gestes ? Parce que le réseau de la santé est constitué de petites chapelles, dont tout changement vient bouleverser l'orthodoxie. En présentant dès l'automne un projet de loi abolissant les régies régionales, le ministre Couillard vient de sonner le début des hostilités entre ces groupes rivaux. Dans l'optique de la naissance d'une nouvelle structure, qui contrôlera l'argent ? Qui aura le pouvoir ? C'est sur ce terrain de bataille qu'on s'affrontera, dans le réseau, dans les prochains mois.

Faut-il conclure à une immense perte de temps ? Nous le verrons lors de la présentation du projet de loi. Mais disons que les signes ne sont pas très encourageants.

Il est difficile de comprendre pourquoi les régies régionales n'auraient pas pu avoir le mandat de réorganiser les services. Pourquoi donc, muni du budget global qu'elle est chargée de redistribuer, la régie n'aurait-elle pas pu pousser les acteurs à la collaboration ? Pourquoi n'aurait-elle pas pu faire en sorte que l'argent suive davantage le patient, sortant des bases budgétaires historiques ? Un homme comme David Levine a commencé une entreprise semblable à Montréal. Pourquoi n'en serait-il pas de même à l'échelle du Québec ? Ainsi, la vraie réingénierie, celle qui, à terme, nous assurera que les sommes injectées en santé sont bien dépensées, pourrait enfin débuter.

## Les leçons d'une révolution



ANDRÉ PRATTE  
apratte@lapresse.ca

Les électeurs ontariens ont sonné le glas hier de la «révolution du bon sens» mise en oeuvre il y a huit ans par les conservateurs de Mike Harris. Les Québécois, qui s'intéressent peu à la politique des autres provinces, seraient pourtant bien avisés de se pencher sur les raisons de la victoire des libéraux de Dalton McGuinty.

Les résultats d'hier s'expliquent évidemment par de nombreux facteurs : l'usure du gouvernement conservateur après deux mandats, la gestion erratique d'Ernie Eves, l'habile campagne des libéraux. Mais le gouvernement Eves a aussi été victime de la colère des électeurs à l'endroit des effets pervers de la révolution Harris. De plus, ils ont préféré l'orientation proposée par M. McGuinty — un réinvestissement dans les services publics prioritaires — à celle mise de l'avant par M. Eves — de nouvelles baisses d'impôt. Pour les Québécois, cela veut dire, d'abord, que le fossé entre la fiscalité des deux provinces va cesser de s'élargir.

« Nous devons réinventer la façon de fonctionner du gouvernement, faire travailler l'État pour la population », écrivait Mike Harris dans son programme électoral de 1994. L'approche ressemble tellement à celle proposée aujourd'hui par le gouvernement Charest que ce dernier peut certainement tirer quelques leçons de la «révolution du bon sens».

Cette révolution a porté fruit à certains égards. Le gouvernement

ontarien était dans le rouge de 10 milliards par année ; l'équilibre a été rétabli en cinq ans. Les conservateurs promettaient de baisser les impôts ; ils l'ont fait au point où aujourd'hui, les contribuables ontariens sont parmi les Canadiens qui paient le moins d'impôt. Pour un revenu imposable de 30 000 \$, un Ontarien paie 1757 \$ de moins qu'un Québécois.

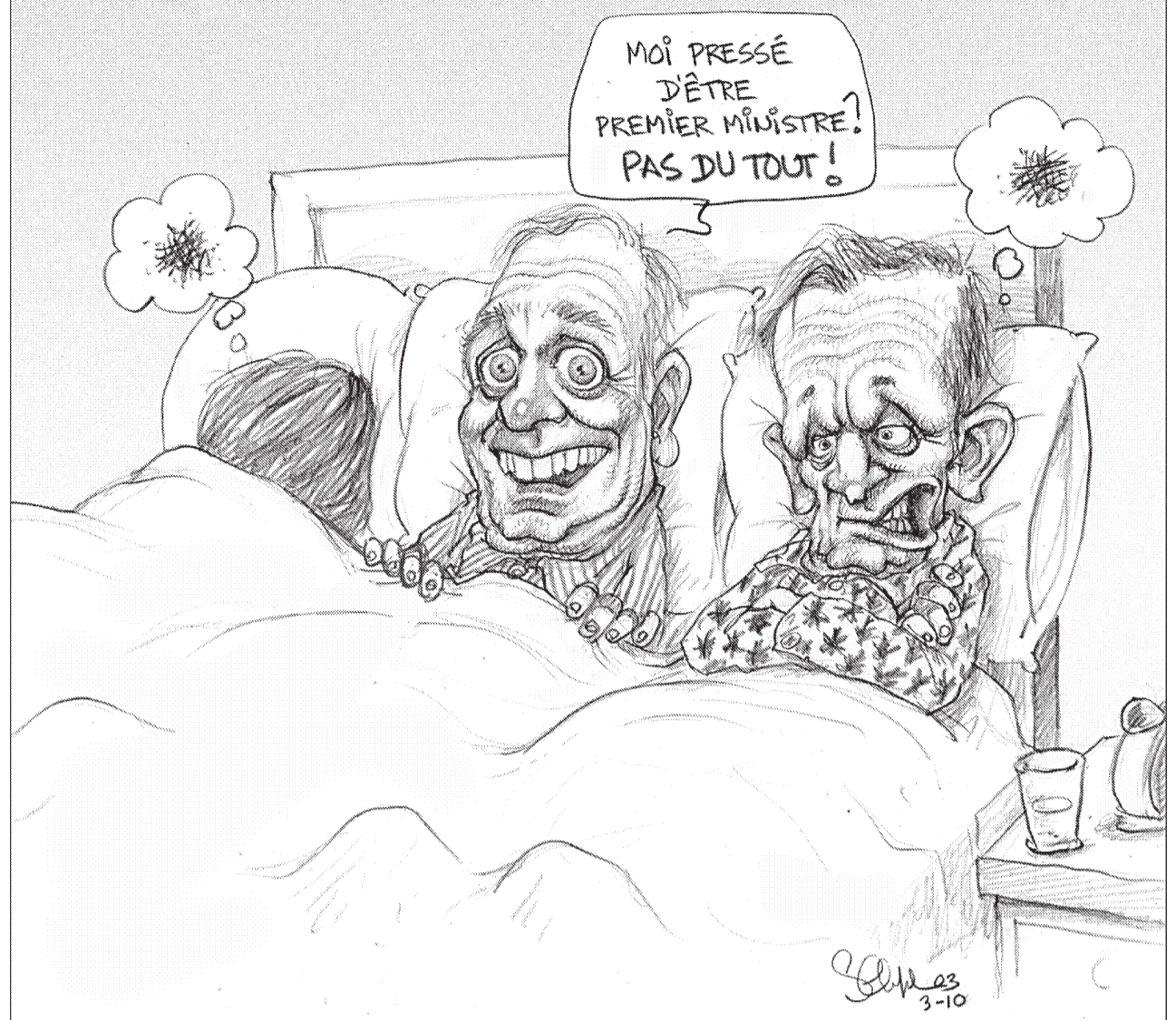
Les conservateurs ont aussi fait le ménage dans la bureaucratie. L'administration publique ontarienne emploie aujourd'hui 16 % de la main-d'oeuvre de la province (20 % au Québec), contre 21 % il y a dix ans.

Cependant, avec les années, les Ontariens ont constaté que ce coup de balai avait eu des effets néfastes. Une commission d'enquête a conclu que la tragédie de Walkerton avait été en partie causée par les compressions imposées au ministère de l'Environnement. Les compressions ont aussi été mises en cause dans d'autres crises, notamment celle du SRAS. Enfin, la déréglementation de la distribution de l'électricité et la privatisation d'Hydro One ont été des fiascos.

Comble du comble, l'économiste Mark Mullins, qui avait cautionné les hypothèses économiques soutenant la «révolution du bon sens», a déclaré en pleine campagne que l'administration de M. Eves s'acheminait vers un déficit de plus de 4 milliards !

Tout cela ne signifie pas qu'il ne faille pas recentrer le gouvernement sur ses missions essentielles, réduire les impôts ou encourager les partenariats public-privé. Ce que révèle le bilan de la révolution Harris, c'est que ces changements doivent être faits prudemment, intelligemment, plutôt que de manière dogmatique. Car même le bon sens peut mener à des dérapages... lorsqu'il devient idéologie.

## PENDANT CE TEMPS-LÀ AU 24 SUSSEX...



Serge.Chapleau@lapresse.ca

Droits réservés

## OPINION

# STM: la crise financière est bien réelle

CLAUDE DAUPHIN

L'auteur est président de la STM.

JE M'ADRESSE aujourd'hui aux lecteurs de *La Presse* et plus particulièrement aux milliers de Montréalais qui utilisent le transport en commun. Plusieurs d'entre vous ont réagi vivement à l'article publié mercredi et je comprends votre réaction. Cet article faisait état d'un document de travail préparé en vue d'une rencontre avec le ministre des Transports du Québec, qui avait pour objectif de démontrer l'importance d'accorder un nouveau cadre financier aux sociétés de transport du Québec.

La crise financière à la STM est bien réelle. Pour boucler son budget 2004 et pour maintenir son offre de service, la STM a besoin de 56 millions \$. Le document soumis au ministre présentait des scénarios que la STM pourrait être obligée d'appliquer en l'absence d'un nouveau cadre financier : coupures de service, augmentations importantes des tarifs, etc. Il expliquait les impacts majeurs de telles décisions sur l'achalandage. Ce qui annihilerait les efforts déployés par la STM et les élus de la Ville de Montréal afin de maintenir une tarification attrayante et accessible pour les Montréalais.

En effet, si la STM devait imposer une augmentation de 30 % du prix de la CAM, elle perdrait quelque 40 000 clients qui délaisseraient le transport en commun au profit d'un autre moyen de transport. Ces clients qui effectuent annuellement 25 millions de déplacements en transport en commun se retrouveraient probablement sur les routes... à bord d'une automobile ; ce qui ajouterait une pression additionnelle pour la construction d'infrastructures routières plus onéreuses que les solutions pour le transport en commun. De plus, cela aurait assurément un impact sur la vitalité économique, sociale et culturelle de Montréal. Je peux vous dire, en tant que président du conseil d'administration, qu'il s'agit d'un scénario inacceptable.

### À la limite...

Les dirigeants de la STM ont réussi, malgré les contextes financiers difficiles des dernières années, à présenter des budgets équilibrés, à offrir des tarifs parmi les plus bas en Amérique du Nord, à maintenir l'offre de service et à augmenter son achalandage de plus de 2 % par année. Aujourd'hui l'entreprise a atteint les li-



PHOTOTHÈQUE, La Presse ©  
Pour boucler son budget 2004 et pour maintenir son offre de service, la STM a besoin de 56 millions, affirme Claude Dauphin, président de la STM.

mites de ce qu'elle pouvait faire sans menacer l'intégrité de son patrimoine et sans perdre sa clientèle, conservée au prix de grands efforts. En effet, la STM a réussi à réduire de 9 % le coût par déplacement entre 1992 et 2002 et ce, en procédant, entre autres, à des coupures de postes importantes à tous les niveaux. Elle a revu également ses modes de fonctionnement. Cet exercice a été reconnu par l'agence Standard & Poor's qui lui a attribué la cote A+ pour une quatrième année consécutive.

En outre, le métro, fierté des Montréalais aura bientôt 38 ans, les infrastructures et le matériel roulant accusent de plus en plus le poids des ans. Au cours des prochaines années, les besoins en investissement pour maintenir le service actuel, pour moderniser les infrastructures et mettre en service le métro de Laval, sont estimés à près de 3 milliards \$.

Depuis plus d'un an, les dirigeants de la STM rencontrent les élus et les différents groupes d'opinion afin de les sensibiliser aux problèmes de financement et de discuter des solutions envisageables. En juillet 2002, M. Louis Bernard, mandaté par le gouvernement du Québec, a mené une

vaste consultation auprès des intervenants en transport en commun afin de trouver des solutions concrètes aux problèmes de financement qui touchent l'ensemble des sociétés de transport au Québec. Le rapport qui émane de cette consultation propose des solutions concrètes qui ont été bien accueillies par la STM et les autres sociétés de transport.

En terminant, le dossier du transport en commun évolue. Lors de notre rencontre, le ministre des Transports s'est montré très sensible aux problèmes de financement auxquels doivent faire face les sociétés de transport du Québec. Au cours des prochaines semaines, un comité interministériel examinera de près la problématique et il nous reste à espérer que des solutions viables émaneront de cet exercice. Car, si des décisions ne sont pas prises maintenant, il en va de l'avenir du transport en commun et par conséquent, de la qualité de vie des Montréalais et de tous les Québécois. Soyez assuré que je consacre tous mes efforts à offrir aux Montréalais un service de transport en commun abordable et efficace.

# Forum



a d a m s .

## Noter les enfants ?

Comment évaluer nos enfants à l'école ? Bulletin traditionnel ou descriptif ? Voici un échantillon des opinions que vous nous avez fait parvenir à ce sujet, à la suite de la publication des deux éditoriaux de Michèle Ouimet le week-end dernier.

### Petit sondage

J'ENSEIGNE EN adaptation scolaire à des élèves âgés de 14-15-16 ans. Nous avons discuté du sujet en classe et la majorité (66 %) favorise le bulletin avec pourcentages. Voici leurs arguments : c'est plus facile de mesurer ses progrès ; cela donne une image plus précise de ses capacités ; c'est plus facile de se donner des objectifs de réussite pour les étapes suivantes. Les élèves croient également qu'il serait important d'unifier les bulletins du primaire et du secondaire. Les indécis (33 %) pensent qu'il serait bon d'avoir un système double où la note indique le pourcentage de réussite et une cote apprécie les efforts et la qualité du rendement. Ils ont aussi proposé un bulletin où certaines matières seraient évaluées par une note et d'autres par une cote (exemples : arts, éducation physique, etc.)

DANIELLE BEAUREGARD

### Les enfants le demandent

JE SUIS une jeune enseignante et j'aimerais réagir à votre questionnement sur la « nouvelle » façon de noter les enfants. J'ai travaillé quatre ans en adaptation scolaire et je peux vous dire que je me suis souvent posé la question : « Qu'est-ce qui vaut le mieux pour les enfants, pour leur estime de soi et pour favoriser la réussite ? » Je ne pense pas détenir la vérité, mais mon expérience me démontre que lorsqu'on évalue des apprentissages, en situation de dictée de mots par exemple, les enfants veulent un résultat précis et me demandent même parfois de leur donner le résultat en pourcentage afin de pouvoir se comparer avec la dictée précédente. Si je me contente de donner une cote de 1 à 4 (celle du bulletin), ils ne peuvent souvent pas se comparer à eux-mêmes car ils oscillent habituellement autour de la même cote. Ce qui m'agace du nouveau système de notation, c'est que l'enfant n'arrive pas à se situer correctement alors qu'il en ressent le besoin. Par contre, cette façon de noter peut être utile pour évaluer les habiletés comme, par exemple, l'art dramatique.

JENNIFER VOYER

### Pas si mauvaise

LA NOUVELLE façon de noter les enfants n'est pas si mauvaise en soi. Quelle différence y a-t-il entre 95 et A ou 70 et C. La note n'est pas une fin en soi mais un repère à savoir si l'enfant a acquis les connaissances reliées à son niveau scolaire. Le fait qu'on insiste à tout prix à ne pas faire redoubler un enfant, sous peine qu'il pourrait décrocher plus tard, est bien plus inquiétant. Comme il aura passé son primaire à essayer de suivre le groupe, imaginez ce qu'il fera au secondaire. Ma fille est en 4<sup>e</sup> année et n'a pas de difficultés en classe heureusement. Par contre, il y a des élèves qui n'ont pas acquis les connaissances minimales pour se retrouver en 4<sup>e</sup> année et même pas en 3<sup>e</sup> année dans son groupe. Comment le professeur peut-il enseigner de façon adéquate à ceux-ci ? Comment peut-il composer avec une si grande différence dans son groupe ? Comment diviser son temps équitablement parmi ses élèves ? Voilà la vraie question.

NANCY HUBERT

### Un outil essentiel

L'ÉDUCATION a pour mission fondamentale de préparer les enfants à s'intégrer harmonieusement dans le monde des adultes. La compétition étant une composante majeure des relations humaines, il est nécessaire de préparer convenablement les enfants à y faire face. Pour ce faire une méthode d'évaluation comparative entre les enfants d'une classe et entre les enfants de la province est un outil essentiel qui permet aux élèves de maîtriser l'ABC de la compétition et aux parents d'évaluer la situation pour adapter leurs interventions. Ce besoin est particulièrement important pour les enfants uniques qui sont privés de la compétition qui s'instaure naturellement entre frères et sœurs. En tant que société, nous avons besoin de travailleurs compétitifs sur la scène internationale. En ce moment, je le constate sur le terrain depuis près de 15 ans, nous manquons souvent d'agressivité sur les marchés étrangers. Nous avons toujours été la première colonie de la première puissance du monde, pour s'affranchir de cette tutelle il nous faudra foncer et vaincre sur les marchés de la planète.

MICHEL MARCEAU

## Enseignement ou éducation ?

ANDRÉ DEBLOIS  
L'auteur habite à Saint-Pierre  
de l'île d'Orléans.

NOTER UN enfant, oui, dans le sens de prendre des notes sur son développement, sans chiffres, ni lettres et sans le comparer aux autres. Pour l'usage de l'éducateur surtout. Tous les êtres humains se distinguent les uns des autres : cerveau, empreintes digitales, ADN, etc. N'essayons pas de comparer des êtres foncièrement différents. L'important étant de suivre la progression individuelle de chaque enfant.

Les enfants ne partent pas tous pour l'école sur la même ligne de départ et ils n'évoluent pas au même rythme. On doit noter leurs efforts à devenir meilleurs, par rapport à eux-mêmes, pas les meilleurs par rapport aux autres. Les parents anxieux et angoissés veulent des compa-

raisons entre les enfants. Il faut leur faire entendre raison.

### Une sélection diabolique

L'école ne devrait pas participer à la diabolique opération de sélection sociale dans laquelle elle estampille les enfants en les identifiant comme forts ou faibles, comme bons pour le service ou bons pour la *scrappe*. La sélection est un principe contraire à l'idée même d'éducation et devrait s'effectuer le plus tard possible, idéalement au moment de l'arrivée à l'université ou sur le marché du travail.

Un vrai système d'éducation doit être conçu pour aider l'enfant à développer sa personnalité et ses forces uniques, à son rythme, dans un climat de liberté, d'autonomie, d'autodiscipline et de responsabilité assumée. L'éducation est basée sur une rencontre entre des adultes et des jeunes pour préparer ceux-ci à devenir, non pas des consommateurs aveu-

gles, soumis et compulsifs, mais des citoyens éveillés, dotés d'un esprit critique qui les aidera à évoluer sainement et aisément dans un environnement social et économique mondialisé, de plus en plus complexe. Et c'est l'école qui devra s'adapter aux enfants et pas le contraire.

Quand nous parlons de notes, de bulletins, de cotes, de diplômes, de décrochage, de forts, de faibles, de performance, de gagnants et de perdants, nous décrivons alors le système d'enseignement actuel, compétitif, autoritaire et élitiste qui prépare le troupeau d'enfants à s'intégrer servilement dans le système existant. Si nous voulons parler d'éducation, nous penserions instruction bien sûr mais aussi coopération, compassion et solidarité, des valeurs susceptibles de contribuer à la construction d'un monde meilleur, plus équitable et plus juste.

Serons-nous un jour appelés à choisir entre l'enseignement et l'éducation ?

## Sont-ils si fragiles ? « On infantilise les parents et on dorlote les enfants »

SUZANNE DUBREUIL  
L'auteur est une résidente de l'Île Perrot.

IL EST RENVERSANT de voir combien les gens du ministère de l'Éducation peuvent déborder d'imagination. Les bulletins de notes ne veulent tellement plus rien dire, pour les enfants comme pour les parents, que les résultats sont devenus inutiles. Que l'on se fasse dire que son enfant progresse normalement n'est certainement pas suffisant. Je n'ai aucunement besoin de me faire dire une telle chose. Je le sais puisque je suis à même de constater le développement de mon enfant.

Il me semble qu'on infantilise les parents et qu'on dorlote les enfants. Les notes, les réelles (70 % ou 88 %), indiqueront toujours quelque chose de clair. Nous avons été confrontés à ce système et quand nos notes n'étaient pas celles que nos parents espéraient voir, la remise en question était enclenchée. Il fallait mieux travailler, consacrer plus de temps aux devoirs. On avait des comptes à rendre, des buts à atteindre.

### Saine compétition

Quant au voisin, je n'ai jamais vraiment su ses notes et c'était le dernier de mes soucis. Les premiers étaient nommés, certes, mais on s'arrêtait là. Chez bien des enfants, leurs yeux brillaient d'envie d'être nommés, ne serait-ce qu'une fois dans l'année. C'était une saine compétition. Comment peut-on croire que nos enfants soient si fragiles ? On a évolué dans le monde étudiant, dans nos carrières et on en n'est pas mort. Au contraire, on est peut-être plus d'attaque maintenant et on a peut-être plus d'outils pour faire face aux aléas de la vie. Il faut apprendre l'importance du travail et la récompense qu'il apporte tout comme il faut apprendre les conséquences du laisser-aller.

CLAUDE POULIN  
L'auteur est professeur d'histoire, retraité de  
l'enseignement collégial.

IL EST INUTILE de se scandaliser des formes d'évaluation aberrantes que sont les bulletins descriptifs si on ne remet pas en cause la philosophie pédagogique dont ils sont issus, soit la pédagogie des compétences qui sévit depuis une décennie. Ceux qui l'ont combattue ont dû affronter une batterie d'idéologues et de pédagogues patentés bien installés au

MEC, lesquels sont bien sûr les premiers responsables du désastre.

Mais, avec le recul, je crois pour ma part que pour bien voir tous les responsables de la catastrophe, il faut aussi viser les passeurs de ces couleuvres, soit les enseignants. Ces derniers tenteront d'excuser leur conduite par le fait que leur métier étant devenu tellement difficile à cause de la crise des valeurs et celle des institutions, ils ne pouvaient s'empêcher de s'accrocher à cette bouée de sauvetage qui leur permettait de se soustraire au difficile exercice d'une éva-

luation sérieuse. Cette réforme, croyaient-ils, leur éviterait de faire face au lot quotidien de leur tâche faite de solitude et de perpétuelles remises en question. C'est ainsi qu'ils sont devenus la proie facile des marchands d'illusions qui leur promettaient d'alléger leur fardeau.

Ma grande déception dans cette histoire, ce fut d'observer leur docilité, leur peur de toute confrontation, bref leur démission face à ce désastre annoncé. À cause d'eux, la profession a subi un grand recul.

## Écoles à deux vitesses

MARIO THIBAUT

MALGRÉ que 81 % de parents soient insatisfaits du bulletin lettré de la nouvelle réforme, selon un récent sondage, notre ministre de l'Éducation continue à aller de l'avant en nous l'imposant. Ceci, dans l'unique but de masquer des statistiques peu enviables de décrochage scolaire très élevé.

Aussi, on tente d'éliminer toutes comparaisons possibles entre élèves puisqu'il n'existe plus de moyenne de groupe. Nos jeunes se retrouvent dorénavant confinés à l'intérieur de trois lettres : A, B, et C parce qu'on veut faire de l'école un milieu dépourvu d'inégalités en préparant nos enfants à un monde qui en est pourtant bien rempli. Nivelage vers le bas, on diminue les exigences pour « faire passer tout le monde » afin d'éviter tout découragement possible à nos éventuels décrocheurs.

Abolissons les bulletins avec notes au lieu de s'occuper des vrais problèmes. L'embauche de travailleurs sociaux auprès des jeunes ou l'aide aux devoirs seraient plus bénéfiques que la solution de niveler vers le bas. Ainsi la performance semble être réservée aux écoles privées (voire aux mieux nantis).

Je crois que nous méritons (avec le taux d'impôt que nous payons) une école publique performante et stimulante pour nos jeunes. Mais que voulez-vous, les ministres de l'Éducation qui ont été en poste ne sont pas concernés par les enjeux de la réforme, leurs enfants fréquentant l'école privée.

On diminue les  
exigences pour faire  
passer tout le  
monde.

## La « philosophie pédagogique » à remettre en cause

CLAUDE POULIN  
L'auteur est professeur d'histoire, retraité de  
l'enseignement collégial.

IL EST INUTILE de se scandaliser des formes d'évaluation aberrantes que sont les bulletins descriptifs si on ne remet pas en cause la philosophie pédagogique dont ils sont issus, soit la pédagogie des compétences qui sévit depuis une décennie. Ceux qui l'ont combattue ont dû affronter une batterie d'idéologues et de pédagogues patentés bien installés au

MEC, lesquels sont bien sûr les premiers responsables du désastre.

Mais, avec le recul, je crois pour ma part que pour bien voir tous les responsables de la catastrophe, il faut aussi viser les passeurs de ces couleuvres, soit les enseignants. Ces derniers tenteront d'excuser leur conduite par le fait que leur métier étant devenu tellement difficile à cause de la crise des valeurs et celle des institutions, ils ne pouvaient s'empêcher de s'accrocher à cette bouée de sauvetage qui leur permettait de se soustraire au difficile exercice d'une éva-

luation sérieuse. Cette réforme, croyaient-ils, leur éviterait de faire face au lot quotidien de leur tâche faite de solitude et de perpétuelles remises en question. C'est ainsi qu'ils sont devenus la proie facile des marchands d'illusions qui leur promettaient d'alléger leur fardeau.

Ma grande déception dans cette histoire, ce fut d'observer leur docilité, leur peur de toute confrontation, bref leur démission face à ce désastre annoncé. À cause d'eux, la profession a subi un grand recul.

COMPTÉ À REBOURS 2003  
LIQUIDATION



TARDEZ PAS  
À VOUS DÉPÊCHER.

3

mensualités gratuites et aucun dépôt de sécurité, location 48 mois\*  
ou crédit équivalent à 3 mensualités de location à l'achat.\*\*



Celica



Solara



Avalon



Sienna



4Runner



Sequoia



Tacoma



Tundra

2

mensualités gratuites et aucun dépôt de sécurité, location 48 mois\*  
ou crédit équivalent à 2 mensualités de location à l'achat.\*\*



Matrix



RAV4



Camry



Prius



Highlander



Corolla

1

mensualité gratuite et aucun dépôt de sécurité, location 60 mois\*  
ou crédit équivalent à 1 mensualité de location à l'achat.\*\*



Echo berline

FINANCEMENT À L'ACHAT À PARTIR DE **0,9%**  
ÉGALEMENT DISPONIBLE†

Offres valables sur ces modèles 2003 en stock.

Votre nouvelle Toyota ne part jamais sans un plein réservoir d'essence, l'assistance routière et des tapis protecteurs.

Votre concessionnaire [www.acces.toyota.ca](http://www.acces.toyota.ca)

TOYOTA  
un coup de cœur sans fin



3174717A



Programmes de location au détail et de financement à l'achat de Toyota Canada inc. Sur approbation de crédit par Toyota Services Financiers. \* Première, deuxième et troisième mensualités de 0 \$ sur tous les modèles Celica, Solara, Avalon, Sienna, 4Runner, Sequoia, Tacoma, Tundra 2003 neufs en stock pour des termes de location de 48 mois. Première et deuxième mensualités de 0 \$ sur tous les modèles Matrix, RAV4, Camry, Prius, Highlander, Corolla 2003 neufs en stock pour des termes de location de 48 mois. Et, première mensualité de 0 \$ sur tous les modèles Echo berline 2003 pour des termes de location de 60 mois. Dans l'éventualité qu'un client désire avoir un terme de location moindre que 48 mois pour un modèle 2003 neuf en stock, un rabais représentant le coût de trois mensualités basées sur un terme de 48 mois sera accordé pour les modèles Celica, Solara, Avalon, Sienna, 4Runner, Sequoia, Tacoma et Tundra, un rabais représentant le coût de deux mensualités basées sur un terme de 48 mois sera accordé pour les modèles Matrix, RAV4, Camry, Prius, Highlander et Corolla et un rabais représentant le coût d'une mensualité basée sur un terme de 60 mois sera accordé pour les modèles Echo berline. Aussi, offre de 0 \$ dépôt de sécurité sur tous les modèles 2003 neufs en stock à la location. Franchise annuelle de 24 000 km. Immatriculation, assurances et taxes en sus. \*\* Crédit à l'achat équivalent à trois mensualités de location basées sur un terme de 48 mois, pour les modèles Celica, Solara, Avalon, Sienna, 4Runner, Sequoia, Tacoma et Tundra 2003 neufs en stock. Crédit à l'achat équivalent à deux mensualités de location basées sur un terme de 48 mois, pour les modèles Matrix, RAV4, Camry, Prius, Highlander et Corolla 2003 neufs en stock. Crédit à l'achat équivalent à une mensualité de location basée sur un terme de 60 mois, pour l'Echo berline 2003 neuve en stock. L'immatriculation, les frais de transport, la préparation, l'enregistrement (y compris RDPRM), les frais d'administration, l'assurance et les taxes sont en sus. † Le modèle disponible à 0,9 % de financement à l'achat est la Sienna 2003 neuve en stock, pour un financement à l'achat de 36 mois. D'autres taux et termes s'appliquent aux autres modèles et aux autres termes pour la Sienna 2003. L'immatriculation, les frais de transport, la préparation, l'enregistrement (y compris RDPRM), les frais d'administration, l'assurance et les taxes sont en sus. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. \*\* Le rabais aux diplômés (jusqu'à 1 000 \$ de remise) peut différer selon le modèle. Photos à titre indicatif seulement. Les offres se terminent le 31 octobre 2003. Détails chez votre concessionnaire Toyota participant.

3174719